

Patrimoine en Val de France

N° 11, Novembre 2013

Événements



Val de France

Villiers-le-Bel

Sarcelles

Arnouville

**Garges-
lès-Gonesse**



Préface

Pour ce 11^{ème} numéro de *Patrimoine en Val de France*, nous avons choisi d'évoquer le passé du territoire de la communauté d'agglomération, entre 1815 et aujourd'hui, par la présentation d'événements qui s'y sont déroulés et qui s'inscrivent dans un cadre historique notoire.

Un véritable défi dans la mesure où ces événements devaient, outre leur intérêt, ponctuer chronologiquement la période retenue, être thématiquement variés et pouvoir être présentés par des spécialistes dans des articles illustrés par une iconographie pertinente.

Nous remercions la Mission Mémoires et Identités en Val de France, historiens et chercheurs, pour le travail accompli.

Nous espérons que vous apprécierez cette manière d'aborder l'histoire contemporaine de notre territoire. Une manière de faire qui, au fil des pages, nous conduit à réinvestir nos connaissances et à « revisiter » nos propres vécus.

Bonne lecture à toutes et à tous !

Didier Vaillant

Président de la communauté d'agglomération
Val de France

Maurice Bonnard

Vice-Président de Val de France
chargé de la Culture et du Patrimoine

S O M M A I R E

- 1 Préface**
Didier Vaillant
Maurice Bonnard
- 3 Editorial**
Catherine Roth
- 4 Etape royale à Arnouville**
Annette et Jean-Jacques Vidal
- 6 A toute vapeur pour sauver Villiers-le-Bel**
Maurice Bonnard
- 9 La peur bleue à Sarcelles**
Marie-Madeleine Canet
- 12 Passions pour un mystérieux appareil**
Collégiennes de Villiers-le-Bel
- 14 Evénements en images 1900-1926**
- 16 Naissance d'un clocher dans le bled**
Frédéric Guyon
- 19 La « Dream-team » de Sarcelles à l'assaut des Mousquetaires**
Tony Froissart et Catherine Roth
- 22 Des buildings de béton controversés**
Catherine Roth
- 24 Jean Gabin, du rififi à Lochères**
Patrick Glâtre
- 26 Evénements en images 1959-1974**
- 28 L'assassinat de Lucien Melyon, de l'émotion à la mobilisation**
Pierre-Jacques Derainne
- 31 Apprenties-cuisinières au défi des étoiles**
Béatrice Cabedoce
- 34 Evénements en images 1989-2013**
- 36 C'est la fête à Garges !**
Fiche pédagogique
- 38 Un tracteur au village**
Fiche pédagogique
- 40 Pour en savoir plus**
- 41 CHANTIERS DU PATRIMOINE**
- 42 Les archives de Garges s'agrandissent**
- 43 La mémoire fait son Printemps**
- 44 Racines cubiques**
- 45 Le 10^e anniversaire de Patrimoine en Val de France**
- 46 En bref**
- 48 L'invité : Les Neufs de Transilie**



En couverture : Atterrissage de Léon Parisot près de la gare de Villiers-le-Bel-Arnouville, 1910.

Directeur de la publication : Didier Vaillant. **Rédactrice en chef :** Catherine Roth. **Rédaction :** Maurice Bonnard, Béatrice Cabedoce, Marie-Madeleine Canet, Collégiennes de Villiers-le-Bel, Pierre-Jacques Derainne, Tony Froissart, Patrick Glâtre, Frédéric Guyon, Sophie Jobez, Catherine Roth, Annette et Jean-Jacques Vidal.

Maquette, mise en pages, photogravure, prépresse : Conseil Graphique-Editions du Valhermeil, CG0491.

Impression : Corlet S.A. **IMPRIMERIE** Routage : GIS.

Crédit photographique et illustrations :

© IGN : 2^e couv., p.23. © Jacques Windenberger / Ville de Sarcelles : p.26-27/8, p.26-27/12. © Jean-Michel Turpin/Gamma-Rapho : p.34-35/15. Jasper Juinen/Getty Images/AFP : p.34-35/18. © Benoit Granier/ Alain Ducasse Entreprise : p.2d, p.31. © Musée Carnavalet / Roger-Viollet : p.4. © Yi Gang : p.47a. © Martial Beauville : p.34-35/16. © Alain Ducasse Entreprise : p.32, p.33. © Val de France : p.45d, p.46a, p.47b. © Francis Galan / Val de France : p.41d, p.45a, p.45b, p.45c. Ville de Villiers-le-Bel : p.34-35/17. © Ville de Garges-lès-Gonnesse : p.41a, p.42a, p.42b. © Ville d'Arnouville : p.26-27/7, p.34-35/14. © Aéroports de Paris : p.26-27/13. © Robert Delpit : p.41b, p.43b, p.43c, p.43d, p.43e. © Réseau Histories & Mémoires Ile-de-France : p.43a. © Neufs de Transilie : p.48a, p.48b, p.48c. Virginie Lacour / Ecomusée de Savigny-le-Temple : p.41e, p.48d. Amis du Vieux Saint-Brice : p.10 ht. J.P.G.F. : p.46b. Nathalie Sèves : p.34-35/19. Garri Chevalier : p.41c, p.44. Faty Barry : p.13 bas. BNF : p.5. BUIM : p.9, p.11 bas. Coll. musée Jean Gabin de Mériel : p.24. Coll. part. / ARPE Conseil Général du Val d'Oise : p.14-15/6. Sburtea / Archives CDC : p.26-27/9. Archives MRAP : p.30 bas. Archives Départementales du Val d'Oise : p.7 ht, p.25 ht. Archives municipales de Villiers-le-Bel : p.22 bas. Archives municipales de Garges-lès-Gonnesse : p.2b, p.14-15/1, p.16, p.17, p.18, p.26-27/10, p.36, p.37, p.42c, p.42d. Anaïs-Nicole Brunel / Mémoires d'Humanité - Archives départementales de la Seine-Saint-Denis : p.28, p.29. Tennis et golf / musée de la FFT : p.19, p.21 gauche. Revue du tennis / musée de la FFT : p.21 droite. Coll. part. Marcel Got : p.38. Coll. part. Christine Géliot : p.20. Coll. part. Maurice Bonnard : Couv., p.2a, p.2c, p.3, p.6, p.7 bas, p.8, p.11 ht, p.12, p.13 ht, p.13 milieu, p.14-15/2, p.14-15/3, p.14-15/4, p.14-15/5, p.22 ht, p.26-27/11, p.39. Coll. part. : p.10 bas. DR : p.25 bas, p.30 ht. Tous droits réservés.

Editorial

Tel l'avion qui a surgi du ciel à proximité de la gare de Villiers-le-Bel-Arnouville, un soir d'août 1910, les événements jaillissent soudainement. Brusquement, nous voilà plongés dans le temps de l'extraordinaire et rien n'est plus pareil. Ces moments hors du commun sont des catalyseurs ou des révélateurs du changement. Il y avait un avant et il y aura un après : après le choc



d'une invention, après le bouleversement politique, après la brutalité de l'épidémie, après le spectaculaire du sport...

Les émotions déferlent et se vivent collectivement : stupeur, exaltation, admiration, fierté, passion, indignation, compassion ou effroi... Très vite, les mots se bousculent pour raconter, expliquer, donner du sens, parfois de façon divergente. L'événement n'existerait pas sans ces récits qui construisent un souvenir mémorable et l'inscrivent dans l'histoire locale ou nationale, à renfort de personnages, de décors, d'intrigues.

Avec la naissance des médias, les événements sont devenus de plus en plus nombreux et ont été rapportés avec des procédés de plus en plus habiles. Aujourd'hui, l'extraordinaire

se fabrique à tout va et l'événementiel règne en maître, nourrissant notre soif d'intensité dramatique et notre goût pour les communautés éphémères. Malgré tout, petits et grands événements restent des loupes grossissantes, grâce auxquelles un territoire dévoile des aspects insoupçonnés.

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France

Étape royale à Arnouville

Alors qu'il se dirigeait vers la capitale pour revenir sur le trône, en 1815, Louis XVIII s'arrêta au château pendant trois jours avec sa suite, non sans bousculer la vie du petit village. Le tout Paris s'y précipita pour intriguer ou soutenir le roi.



Louis XVIII à son arrivée à Paris, le 8 juillet 1815.

La France était en guerre en ce mois de juin 1815. Le 18 juin, la défaite de Waterloo mit un point final aux espoirs de Napoléon de conserver le pouvoir, qu'il avait repris au roi trois mois auparavant. Louis XVIII, qui s'était réfugié en Belgique, s'allia aux armées étrangères - Anglais, Prussiens, Hollandais, Russes, Autrichiens... – pour reprendre la couronne. Ce chassé-croisé politique, appelé la Seconde Restauration, après la Première Restauration de 1814 et les Cent Jours, s'opéra dans un climat de troubles et sur fond d'occupation.

Le monarque, accompagné de sa famille, sa cour, ses ministres et sa maison militaire, partit le 22 juin de Gand pour revenir à Paris, précédé de quelques jours par les troupes étrangères. Un arrêt de quelques heures fut prévu à Gonesse, où le duc de Wellington, chef des armées anglaises, avait installé son quartier général. Dans l'après-midi du 4 juillet, le carrosse et sa suite arrivèrent. Après sa réunion, Louis XVIII décida de faire une halte au château d'Arnouville, où il comptait un fervent soutien, le comte Charles-Henri-Louis de Machault.

Intrigues au château

La nouvelle de la présence du roi à quelques kilomètres de Paris se propagea rapidement dans la capitale. Hommes politiques et courtisans coururent rejoindre ceux qui étaient déjà là. Les récits des participants à cet événement donnent une idée de l'ambiance qui régnait au château, « devenu le rendez-vous de tous les gens d'intrigue ». « C'était la coterie permanente » et « les pièces étaient tellement encombrées de monde que difficilement pouvait-on y faire quatre pas en avant ».

Ces « négociations nuit et jour » portaient surtout sur la composition du nouveau gouvernement, autour de Fouché, ministre sous Napoléon, mais qui serait capable d'imposer le retour du roi. Il fallait aussi choisir le moment opportun pour l'entrée du monarque dans Paris. La Chambre des députés résonnait de débats houleux, l'armée française menaçait de se mutiner, la garde nationale était incertaine et des fédérés armés parcouraient les rues. L'entrée des troupes étrangères dans la capitale, en siège depuis le 29 juin, était prévue pour le 6 juillet.



Caricature du retour du roi à Paris, 1815. Louis XVIII voyage sur le cheval d'un cosaque et traverse les zones dévastées par les troupes étrangères.

Séjour à la dure

Les problèmes d'intendance furent inévitables dans le village de quelque deux cents âmes. Tout ce petit monde se logea comme il put, couchant « sur la dure ». Certains furent contraints de se contenter d'un grenier. Un lit fut tendu dans une pièce du château accueillant d'ordinaire un billard pour le roi, qui y fut « fort mal ». Les Talleyrand couchèrent dans les communs, tandis que les Chateaubriand dormirent dans le lit du maire « qui s'était caché » !

Pour se nourrir, ces derniers durent s'en remettre à un officier qui « alla à la picorée ». Car la servante du maire avait mis à l'ombre toutes ses provisions et ne leur avait « réservé que ses injures, dont elle n'était pas avare » ; « on ne trouvait plus un pain dans le village ». Le comte Beugnot pria sa femme de le rejoindre à Arnouville avec des provisions : « Durant ce combat de portefeuilles, les casseroles avaient été fort négligées : nous mourrions de faim ».

Effervescence rue de Paris

La garde nationale vint à Arnouville présenter ses hommages au monarque et des royalistes arrivèrent pour faire entendre les « cris de la joie, de l'amour, de l'espérance ». « Les berlines, les calèches, les cavaliers, les piétons passaient sans arrêt », nota un officier anglais qui était rue de Paris le 7 juillet au

matin. Une « fête champêtre » s'improvisa dans le parc du château : « Tout le monde était venu avec un petit panier ou quelque chose de semblable (...). Des rires joyeux et parfois un " Vive le roi " résonnaient de tous côtés, auxquels répondaient les cris puissants de la foule assemblée au dehors ». On écrivit même que « plus de 100 000 individus empressés de revoir leur roi couvraient la route d'Arnouville à Paris »...

Les récits des opposants à Louis XVIII sont fort différents. « Les faubourgs de Paris étaient pleins de groupes qui insultaient les royalistes allant à Arnouville ». Des gardes nationaux furent « sabrés » par la gendarmerie à la barrière de Saint-Denis, qui fut fermée un temps pour empêcher les royalistes de rejoindre le château. En arrivant à Arnouville, une famille « venue en pèlerinage » reçut des pierres lancées par « la populace qui s'ameuta »...



Le cortège royal lors de son passage de la barrière de Saint-Denis, pour aller vers Paris, le 8 juillet 1815. Cette gravure vendue par les marchands de nouveauté est la même que celle éditée en 1814 pour la Première Restauration.

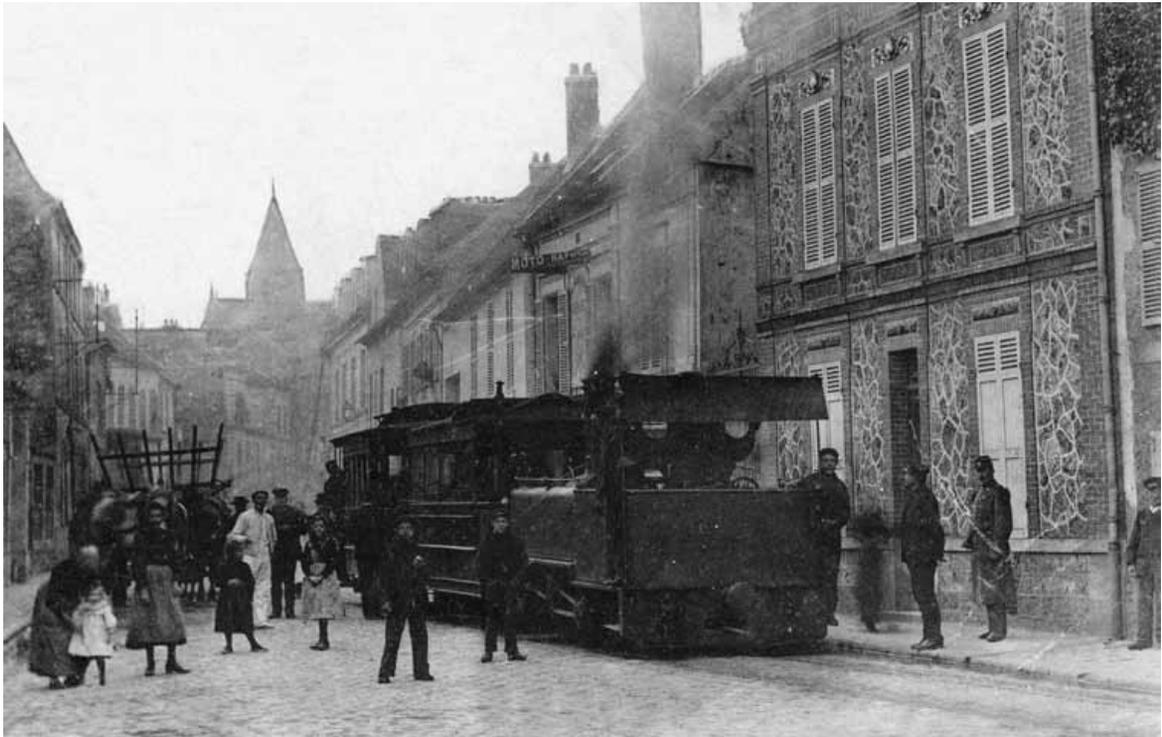
Départ royal

Louis XVIII quitta finalement Arnouville dans l'après-midi du 7 juillet. Après être passé à Garges et à Stains, il s'arrêta à Saint-Denis, où il passa la nuit, avant de faire son entrée le lendemain dans la capitale. Le calme ne revint cependant pas dans les environs, car des troupes prussiennes restèrent pendant des mois, bivouaquant, réquisitionnant, pillant des maisons bourgeoises. Un problème que le comte de Machault sut éviter, en demandant au duc de Wellington de lui laisser des soldats pour veiller sur son château et sa chasse !

Annette et Jean-Jacques Vidal
Arnouville et son Passé

A toute vapeur pour sauver Villiers-le-Bel

Le tramway à vapeur de Villiers-le-Bel, un des premiers de France, fut un pari sur la modernité, pour sauver la commune de la morosité économique. Les langues allèrent bon train lors de sa création, entre questionnements, enthousiasmes et protestations.



Le 31 mars 1878, la presse nationale se fait l'écho de l'inauguration à Villiers-le-Bel de la « première ligne de chemin de fer à traction à vapeur sur route, marchant malgré les montées et les courbes ». Cette ligne de tramway sur rails, dont les wagons sont tractés par des locomotives à vapeur, relie sur trois kilomètres le bourg à la gare du même nom, située sur la ligne de chemin de fer de Paris à Creil par Chantilly. C'est une réalisation de la Société anonyme des chemins de fer sur routes, « dans des conditions exceptionnelles de difficultés où bien des obstacles étaient à surmonter : jamais en effet jusqu'à présent on n'était parvenu à établir des voies ferrées sur routes présentant comme celle-ci des rampes de 53 mm par mètre et des courbes de 25 mètres de rayon ».

Restaurer la prospérité

Au-delà de la fierté d'entrer de plain-pied dans cette modernité où le cheval-vapeur remplace la force de l'animal, la population

beauvillésoise, « si longtemps malheureuse avec ses moyens de transports », voit enfin une réalisation permettant, pour les personnes et les marchandises, un accès facile à sa station de chemin de fer et donc à Paris. Les quelque 2000 habitants espèrent que le tramway sera plus efficient que la diligence qui fonctionnait jusqu'alors, dont le Conseil municipal rappelle depuis quelques années « qu'elle ne répond plus au besoin ». Ils ont signé en masse une pétition en faveur de cette nouveauté.

Car il faut relancer l'économie après l'occupation des troupes prussiennes des années 1870-71. Villiers-le-Bel vit grâce aux nombreuses maisons de campagne que des Parisiens viennent habiter pendant l'été et aux cinq pensions « où plus de 700 enfants de Paris ont le bonheur de recevoir l'instruction tout en respirant l'air frais des champs », selon les termes de l'adjoint au maire : « Les parents de ces enfants sont heureux le dimanche de venir passer avec eux une partie de la journée, de se répandre dans notre campagne, d'y



Une des pages de la pétition en faveur du tramway signée par les habitants, 1877.

donner vie et richesse ». L'élu ajoute : « Ce qu'on appelle la grande culture est ici de bien peu d'importance et il n'existe aucune industrie proprement dite ». Le tramway doit donc « éviter la ruine des pensions, la ruine du commerce, la ruine de Villiers-le-Bel ».

Précipitation pour la vapeur

Un projet avait été déposé en préfecture en 1875, par M. Cocquerel et Joseph Bonaterre, un ingénieur civil dont les parents ont dirigé des pensionnats à Villiers-le-Bel. Il s'agissait alors de créer « une voie ferrée à traction de chevaux », c'est-à-dire un tramway hippomobile. La concession fut accordée en 1876, mais aucune réalisation ne suivit. La Société anonyme des chemins de fer sur routes, qui la

reprit en 1877, eut des visées plus ambitieuses. Elle voulut faire de cette ligne de tramway un « affluent » de la ligne de chemin de fer Paris-Creil et, à cette fin, expérimenter la traction à vapeur.

Les ingénieurs des Ponts-et-Chaussées étaient dubitatifs quant à la possibilité de faire circuler une locomotive dans les rues pentues et étroites de Villiers-le-Bel, d'autant que les essais de tramway à vapeur en cours à Paris ne se montraient guère concluants. Le projet ne fut autorisé le 27 mars 1878 qu'avec un luxe de préconisations techniques et à titre expérimental. L'enjeu étant de taille et aucune enquête publique n'étant organisée pour valider le choix de la traction à vapeur, les élus voulurent montrer aux services de l'Etat le fort niveau d'adhésion de leurs administrés au projet. Le nouveau maire, Etienne Jacob, prit, en accord avec les dirigeants de la Société, l'initiative d'une cérémonie d'inauguration de la ligne dès le dimanche 31 mars, pour une mise en service le 1^{er} avril.

Inauguration grandiose

A lire le compte-rendu de la manifestation dans la presse locale, rien n'a été omis pour célébrer le nouveau tramway. Toutes les maisons de la commune sont pavoisées et la commune est « en liesse ». A 14h30, sur la place de l'église, les deux locomotives sont bénies par le curé de la paroisse, qui fait une allocution, suivie des discours du maire et du conseiller général, Armand Hayem. Les machines pavoisées gagnent ensuite le garage de l'Espérance, « magnifiquement décoré », où une collation attend les nombreux invités : dirigeants, ingénieurs, actionnaires de la Société, autorités locales, fanfare, sapeurs pompiers, sans oublier les chefs d'institutions scolaires et leurs élèves, dont des garçons « organisés militairement, marchant tambours et clairons en tête, l'arme sur l'épaule droite aussi bien que d'anciens soldats ».

De nouveaux discours sont prononcés. Le président de la Société remercie « les autorités, le clergé, la population toute entière de Villiers-le-Bel de la sympathie qu'ils avaient manifestée envers l'œuvre entreprise en venant assister à la petite fête ». « Le soir toutes les habitations de la commune étaient illuminées et le nombre considérable de personnes qui ont assisté à cette fête ont pu prendre part au bal donné par les autorités locales », ajoute le journal, en concluant : « Les habitants garderont longtemps le souvenir de cette cérémonie ».

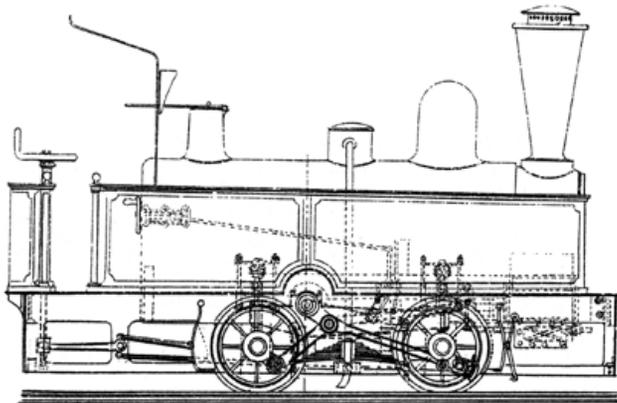
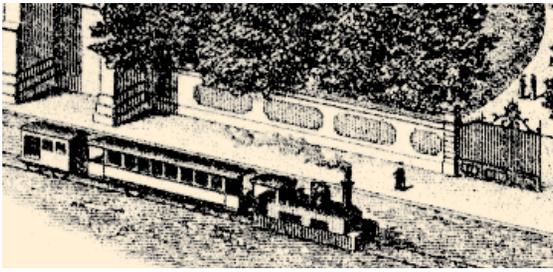


Fig 4. LA LOCOMOTIVE.
Vue des organes

Dessin technique pour le projet de tramway, 1878.



Détails de publicités beauvillésoises : pensionnat Couderc et confiserie Puig.

Rififi au village

Le monde agricole n'a pas vu d'un bon œil la création du tramway et fait entendre ses doléances lors de l'enquête publique lancée en 1879, pour la transformation du garage de l'Espérance en une véritable gare. Quelques agriculteurs, appuyés par de gros cultivateurs des villages voisins, se plaignent que les locomotives à vapeur gênent la circulation des charrois et effraient les chevaux ; ils demandent leur remplacement par des chevaux. Certains avancent même que « depuis la création du tramway, leurs charretiers allant sur Paris les ont déjà quittés et que ceux qui sont à leur service les ont déjà prévenus qu'ils ne continueraient pas à conduire leurs chevaux lorsqu'il faudrait passer dans Villiers-le-Bel, ne voulant pas mettre leur vie en danger » !

Dans leur très grande majorité, les Beauvillésois défendent le maintien du tramway-vapeur. Pourtant, dans les semaines qui ont suivi l'inauguration, les deux locomotives sont tombées en panne ; la Société a du faire appel à une troisième machine. Et d'aucuns de faire remarquer quelques mois plus tard « que les deux premières machines du tramway ont été bénies et n'ont rien valu et la troisième n'a pas été bénie mais marche bien »... Malgré ces dysfonctionnements, les habitants font bloc derrière leur maire et viennent en nombre signer les registres d'enquêtes. L'administration suit, déclarant en 1882 la traction à vapeur d'utilité publique.

En attendant le tramway électrique

Si le tramway n'a finalement pas sauvé les pensionnats du déclin, il a contribué au maintien des maisons de campagne et au développement de commerces et de petites industries, telle la plumasserie. Il a aussi permis à de plus en plus de Beauvillésois de travailler à Paris. Pour autant, après l'euphorie des premières années, les récriminations des élus et des habitants n'ont cessé jusqu'à la mise en retraite du tramway en 1915, déplorant les dysfonctionnements des locomotives, le mauvais état des wagons, l'entretien défectueux des voies... Les concessionnaires se sont succédé, sans parvenir à équilibrer la gestion financière. Villiers-le-Bel s'est mis à rêver d'un « système de tramway électrique local plus léger, plus rapide et surtout moins coûteux », selon les termes du député Aimond en 1906. Il faudra attendre 1928 pour voir aboutir ce projet, écrivant un nouveau chapitre de la longue histoire du désenclavement de la commune.

Maurice Bonnard



Le tramway dans une rue de Villiers-le-Bel, vers 1900.



Le choléra en région parisienne.

La peur bleue à Sarcelles

Le choléra avait déjà frappé le village cinq fois : en 1831-32, 1849, 1854, 1865, 1873 et 1884. L'épidémie de 1892 fut la plus meurtrière, malgré les mesures prises par les autorités et les récents progrès de la médecine. Ce fut un été de terreur pour les Sarcellois.

Le 21 juillet 1892, le clocher de Sarcelles Légrène les mornes notes du glas annonçant le décès du cocher du maire. Ce domestique était parti la veille pour une course à Aubervilliers et en était revenu malade, au point d'en mourir peu après. Prudent, le Dr Galvani, médecin de Sarcelles, conseille un enterrement rapide et une désinfection de la propriété du maire. Bien que signalant le cas au Comité d'hygiène de l'arrondissement de Pontoise, il évite d'ébruiter ses observations : contractions violentes, coliques, vomissements, convulsions effrayantes, malade dévoré de fièvre alors que tous ses membres sont glacés, ses ongles noircissent et son corps prend une teinte bleuâtre. Une telle agonie provoque dans l'entourage une réaction affolée, une « peur bleue ».

Il faut éviter la panique car la population est sur le qui-vive : depuis le début de

l'année, les quotidiens nationaux informent régulièrement des épidémies de choléra en Russie, en Allemagne... En avril, *La Croix* s'emploie à relativiser les choses en Ile-de-France : « Les quelques cas de choléra signalés dans la banlieue de Paris ne sont pas encore alarmants. Cependant on fera bien de purifier l'air des habitations en brûlant quelques morceaux de Papier d'Arménie qui, en raison de son odeur agréable, paraît être le plus pratique des antiseptiques connus ». Le microbe récemment découvert serait-il donc porté par les mauvaises odeurs ? En mai, le journal précise : « Le bruit a couru qu'il y avait des cas de choléra à l'hôpital Tenon. Il y en a chaque année à pareille époque à Paris et il n'y a pas lieu de s'alarmer. C'est plus la cholérine que le choléra et il n'y a pas eu de décès ».

Rumeurs ?

Au lavoir, dans les commerces et les villas d'été de Sarcelles on s'interroge : les mauvaises odeurs de la rivière du Petit Rosne, dont le niveau est au plus bas, ne risquent-elles pas d'apporter dans la commune les miasmes du choléra, cette maladie venue on ne sait d'où et qui frappe comme une flèche mortelle ? Et chacun d'évoquer les morts emportés lors des épidémies précédentes.

Les habitants savent-ils que le maire de Gonesse a signalé une vingtaine de décès depuis le début du mois de juillet ? Il a même précisé que le « contact avec un Belge venant de Clichy-la-Garenne serait à l'origine de la contagion ». Et si c'était les étrangers, qui travaillent dans la commune à la cueillette des petits pois et dans les briqueteries, qui apportent la maladie ? Ou serait-ce l'eau prélevée dans la Seine et fournie par la Compagnie générale des eaux, dans quelques maisons aisées et à cinq bornes-fontaines réparties dans la commune ? Son origine semble plus douteuse que l'eau des sources et des puits du village.

Les habitants ont-ils lu dans la presse en juillet, que dans le Pas-de-Calais, est organisée une neuvaine de pèlerinage pour invoquer la protection de saint Erasme contre les maux intestinaux ? On dit que les saisonniers quittent en masse la banlieue pour s'y rendre...

Le « semeur de choléra » est-il un monstre aérien, souterrain ou aquatique ?

Pendant ce temps-là, les savants...

Le bacille responsable du choléra a été authentifié en 1883 par un savant, Koch ; on avait déjà observé dans les intestins de cholériques la présence d'un germe à la forme incurvée, vite nommé « bacille virgule ». A l'Institut Pasteur, inauguré en 1888, les médecins et



Le bacille virgule dans un ouvrage de 1911.



Peinture murale dans l'église de St-Brice, commandée par la « paroisse reconnaissante » d'avoir été épargnée par l'épidémie.

savants discutent des différentes formes de maladies intestinales : cholérine, diarrhée cholériforme, choléra indien, choléra nostras... Ils tentent de préciser les modes de contagion et donc les mesures sanitaires efficaces pour juguler les épidémies. Ils en sont là à l'été 1892.

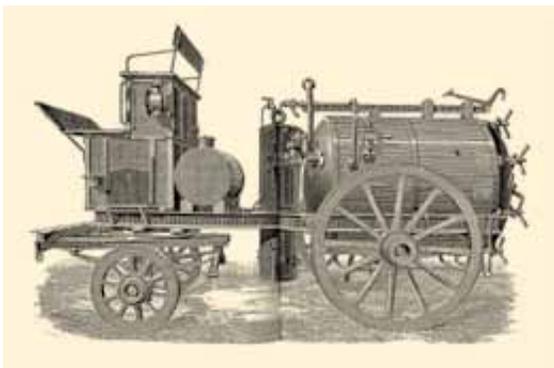
A la mi-août, on fait analyser l'eau de la nappe phréatique de Sarcelles : le fameux bacille l'infeste, à cause de l'absence de fosses d'aisance et l'habitude de répandre les déjections sur les tas de fumier. Aussitôt, le curé de St-Brice, sans doute bien informé, organise une collecte et fait le vœu de décorer la chapelle de la Vierge de peintures murales, si la population de St-Brice est « préservée du choléra ». Les villageois qui pensent ne rien devoir au Ciel se fient, eux, à des décoctions de millepertuis ! C'est seulement plus tard qu'ils apprendront que leur source St-Martin, de même que la source Chauvée à Villiers-le-Bel, les a préservés du fléau.

Sarcelles isolée dans l'épidémie

Seize jours après la mort fulgurante du cocher du maire, le choléra est bel et bien installé à Sarcelles. Un cordon sanitaire est mis en place, comme lors de l'épidémie de 1832, quand le maire déclarait que « la terreur était à son comble ». L'armée contrôle les routes. Les cultivateurs et les maraîchers ne peuvent plus vendre leurs légumes. Tout train est interdit

d'accès aux Sarcellois. Seul est autorisé à pénétrer dans le village, depuis St-Brice, le chauffeur de l'omnibus qui s'est vu confier la charge des convois funéraires. Le corbillard s'arrête au pied de l'église pour y recevoir la bénédiction du curé qui ne s'approche plus des cercueils. A la mi-août, il en défile de trois à cinq chaque jour !

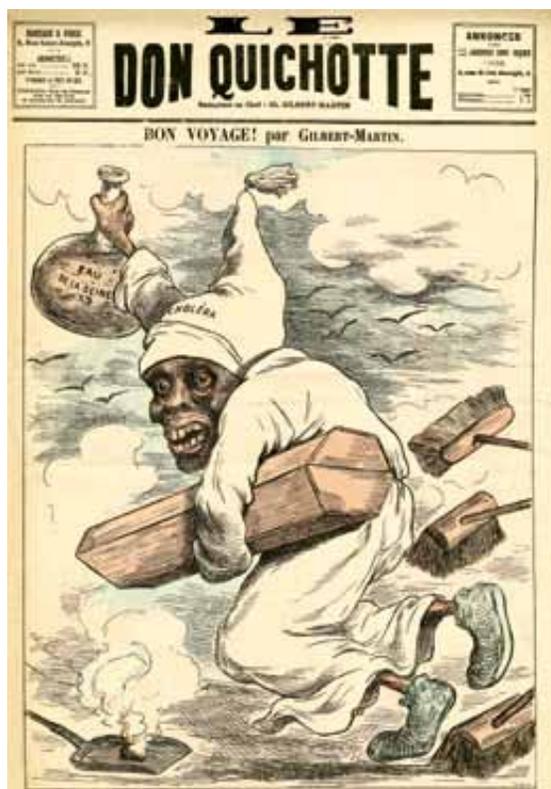
Ce confinement est doublé de mesures de salubrité publique : « Ne laisser séjourner dans les cours aucun tas de fumier ni immondice quelconque, ne jeter aucun excrément humain, balayer et arroser les cours et les devant d'habitation... défense de boire de l'eau des puits ». Il est devenu évident que, même chargées en phénol réputé antiseptique, les vapeurs du goudron brûlé dans les rues n'empêchent en rien la contagion : on sait maintenant que le bacille virgule prolifère dans l'eau alcaline non bouillie et se transmet par contact direct avec les souillures des malades. Au pic de l'épidémie, les autorités font donc parvenir à la commune une étuve et un pulvérisateur pour désinfecter les logements et les literies des malades. Cela fait, le maire et sa famille se réfugient en province, suivant les 600 personnes qui sont déjà parties, pensant que la fuite est le meilleur moyen d'éviter la maladie. Parmi eux, six « ont trouvé la mort là où ils allaient chercher le salut », précise le registre de la paroisse.



Étuve locomobile utilisée à Sarcelles.

Séquelles

Le maire parti, le Dr Galvani, par ailleurs conseiller municipal, cumule responsabilités médicale et administrative, entre prescriptions, soins – il a plus de 60 malades à suivre chaque jour – et maîtrise de la contagion : « Les évacuations cholériques doivent être menées aussi consciencieusement que l'on traite la poudre à canon ou la dynamite » ; toute eau doit être bouillie ou additionnée de rhum ou de glace. Le registre du pharmacien – mis au jour par les historiens Madeleine Héry et Etienne Quentin – montre que le



Représentation du choléra chassé par l'hygiène, à la une du journal Don Quichotte, 1892.

médecin est au fait des thérapies menées à Paris par un confrère de l'Académie des sciences qui diffuse son expérience dans la presse. Le rhum reste le remontant de choix et c'est seulement en fin d'épidémie qu'on voit apparaître le quinquina et la caféine. Les efforts du Dr Galvani enravent l'épidémie, mais dans toute la banlieue, c'est à Sarcelles qu'il y a eu la plus forte proportion de décès : 55 pour 2 180 habitants.

Le 6 septembre le Conseil municipal « émet un vote unanime de félicitations et reconnaissance à l'égard du Dr Galvani pour le dévouement infatigable qu'il a déployé ». Quelques jours après, on annonce que le vaccin anticholérique est expérimenté. Et dans toutes les instances de la banlieue s'engage un long débat : que faire pour assurer la distribution d'une eau saine, transformer les cloaques infestés en ruisseaux clairs et améliorer l'hygiène des habitants ?

Lorsqu'en décembre 1892 le Dr Galvani est promu Chevalier de la Légion d'honneur, le vœu des paroissiens de St-Brice n'est pas encore exécuté : les peintures de la chapelle de la Vierge ne seront pas réalisées avant mai 1893. Mais depuis lors, il n'y a plus eu d'épidémie de choléra en France.

Marie-Madeleine Canet



Passions pour un mystérieux appareil

C'était une occasion inespérée de voir un des avions qui partaient à la conquête de l'air et d'approcher un des aviateurs dont tous les journaux parlaient en 1910. Les habitants accoururent pour saluer le pilote comme un héros.

Grande fut la surprise des habitants de Villiers-le-Bel et d'Arnouville, lorsqu'ils virent un avion atterrir près de la gare, le 29 août 1910 ! Aux commandes de cet appareil : Léon Parisot. Mais pourquoi cet engin s'était-il posé ici ?

L'aviateur revenait de Crépy-en-Valois, dans l'Oise, où il avait participé à un concours d'aviation. Alors qu'il volait vers Issy-les-Moulineaux, il rencontra du mauvais temps. Par prudence, il atterrit dans les champs tout près de la gare de Villiers-le-Bel – Arnouville – Gonesse ; à cette époque il n'y avait qu'une centaine de maisons aux alentours. Il ne fit pas décoller son avion dès le lendemain. En effet, il devait accomplir une tâche très importante le 30 août : se marier à Paris ! Laisant son appareil sur place, il se rendit dans la capitale en train. Deux jours plus tard, le 1^{er} septembre, il en revint en automobile, avec sa nouvelle épouse, et quitta Villiers-le-Bel par les airs.

Affluence record

D'après les journaux, près de 2500 personnes vinrent « admirer le mystérieux appareil » et « faire une véritable ovation » à l'aviateur.

C'étaient des habitants non seulement de Villiers-le-Bel, Gonesse et Arnouville mais aussi d'Ecouen, Sarcelles et autres communes voisines. Hommes, femmes, enfants, tous étaient attirés par ce spectacle. La nouvelle s'était propagée par le bouche-à-oreille, le moyen de communication le plus rapide et le plus courant à cette époque.

Cette attraction fut bénéfique pour les commerçants : les trois cafés en face de la gare ne désemplirent pas. C'est pourquoi les cafetiers offrirent en signe de remerciement des fleurs à Mme Parisot. Le maire d'Arnouville, M. Bance, se chargea de trouver un hangar pour mettre à l'abri « le gracieux oiseau » : un industriel, M. Lefèvre, le mit à disposition. Léon Parisot paraissait très satisfait, d'ailleurs il avait pris soin d'annoncer son décollage. Il signa des autographes et mit un point d'honneur à saluer le public à son départ.

Conquête de l'air

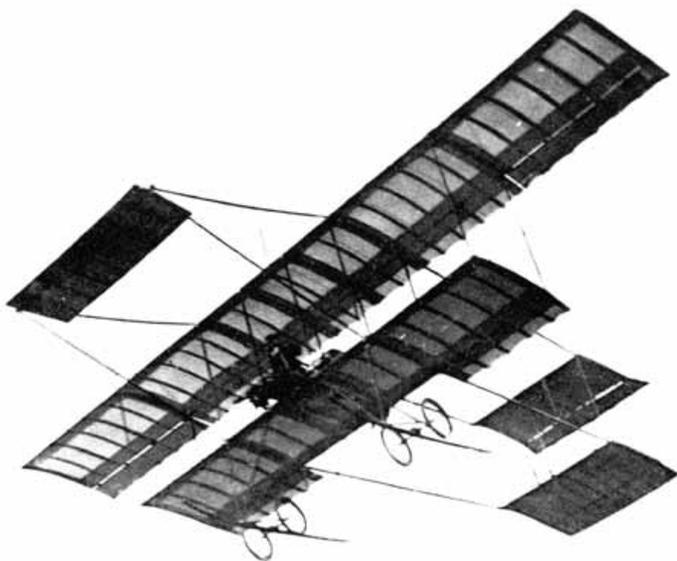
A cette époque, l'aviation en était à ses tout débuts. Les avions n'étaient que de petits appareils, faits de bois, de toile, d'un peu de métal et de fil de fer. Le « biplan Farman » piloté par

Léon Parisot avait par exemple 10 m de longueur et d'envergure, et pesait 375 kg. Avec ces aéroplanes, les aviateurs réalisaient des exploits, comme le record de hauteur de 155 mètres ou la traversée de la Manche en 1909.

La presse racontait leurs aventures et les foules se pressaient pour les voir voler dans des « fêtes de l'aviation ». Les terrains d'aviation étant encore rares, les atterrissages dans les champs étaient fréquents et attiraient de nombreux spectateurs, surtout dans les petites communes comme Villiers-le-Bel ou Arnouville, où les distractions étaient peu nombreuses.



Léon Parisot, lors de son décollage de Villiers-le-Bel, 1^{er} septembre 1910.



Léon Parisot sur son biplan Farman, vers 1910.

Un pionnier fantaisiste

Mais qui était cet aviateur qui a émerveillé les habitants ? Léon Parisot avait alors 29 ans et résidait à Sourdon, dans la Seine-et-Marne. Il avait passé son brevet de pilote le 9 août 1910 ; il fut le 179^{ème} en France à l'obtenir. Une semaine plus tard, il se fit remarquer en allant en avion offrir un bouquet de fleurs à sa fiancée.

Ce qui lui valut aussi sa popularité, c'est son atterrissage en plein Paris, place des Invalides, le 10 septembre 1910. C'était une première, et peu après, une loi interdit l'atterrissage des avions dans la capitale. Les journaux décrivaient Léon Parisot comme « ultra moderne », « fantaisiste » ou encore « audacieux ».

Peu de temps après, il s'installa en Belgique et créa à Ans, près de Liège, une école d'aviation. Il se lança dans la construction de son propre avion, qu'il baptisa le « Tristable ». C'est sa passion qui lui coûta la vie. Le 29 juin 1913, lors d'une démonstration pendant la kermesse de Bombay, son appareil s'abattit sur la foule qui admirait ses prouesses. Il entraîna dans la mort deux spectateurs. De tels accidents étaient malheureusement fréquents.

En mai 1912, on voulut créer un champ d'aviation à Villiers-le-Bel, tout près de là où Léon Parisot avait atterri. Des fermiers et des propriétaires refusèrent de vendre leurs terrains et le projet ne se réalisa pas. Mais d'autres pionniers de l'aviation se posèrent certainement dans les environs, pour la plus grande joie des habitants.

Mickxelle, Léa C., Léa P., Ornella, Salomé, Sabrina
Collège Martin-Luther-King de Villiers-le-Bel



Nous sommes des élèves du collège Martin-Luther-King, et nous avons préparé cet article dans le cadre de l'Ecole ouverte. Premièrement, nous avons étudié des documents d'archives : des coupures de presse et des cartes postales. En second lieu, nous avons visité le Hall des pionniers de l'aviation au Musée de l'air et de l'espace au Bourget, où nous avons pu voir des modèles du début du 20^e siècle et apprendre combien les hommes se sont acharnés pour réaliser ce qui n'était au départ qu'un rêve : un appareil volant. Enfin, nous avons rédigé notre article. Nous avons réalisé ce projet avec l'aide de Faty, notre assistante d'éducation, et de Catherine Roth, historienne à la communauté d'agglomération Val de France.

Evénements

en images

1900 - 1926

[1] Cueillette des petits pois à Garges, vers 1900.

Chaque année, l'agitation gagnait les villages. Femmes et enfants du voisinage se joignaient au personnel des fermes. Des bras supplémentaires venaient de Paris, de Picardie ou du Nord, dormant souvent à la belle étoile. La presse se faisait l'écho de cafés bondés, de chansons entonnées dans les rues, de rixes et de vols.

[2] Inauguration de la mairie de Villiers-le-Bel, 27 mai 1906.

La municipalité voulut édifier un bâtiment symbolisant la grandeur de la République, non sans susciter des controverses sur l'intérêt de cette dépense, ce qui n'empêcha pas la commune de célébrer sa nouvelle mairie avec faste.

[3] Un des nouveaux becs de gaz d'Arnouville, sur la place de la gare. Le 18 janvier 1910, une petite dizaine de becs répandirent leur halo de lumière pour la première fois dans les nuits jusqu'alors totalement obscures. Le garde-champêtre fut chargé de les allumer et les éteindre, chaque début et fin de soirée.

[4] Passage de la 7^e compagnie de génie à Villiers-le-Bel, août 1914. Après 1870-1871, le territoire était à nouveau pris dans les tourments de la guerre. L'installation de batteries aux forts d'Ecouen et de Stains, dans l'éventualité d'une attaque allemande sur Paris, multiplia les allées et venues de soldats, sous les yeux des habitants inquiets.

[5] Inondation à Sarcelles, 4 juillet 1926. Depuis 1886 on n'avait vu le Petit Rosne sortir de son lit de façon si violente et si soudaine. Tous les fournils des boulangers furent inondés et la commune dut être ravitaillée par Villiers-le-Bel et Ecouen. 1000 habitants furent sinistrés, et les dégâts furent considérables à l'usine de pansements, premier employeur de la commune.

[6] Café arménien, ouvert en 1922 à Arnouville. Autour de ce café-épicerie du nom de L'Etoile Bleue, un « petit Orient » se constitua peu à peu, avec ses commerces, ses églises, ses associations. L'arrivée de cette population dans le nouveau lotissement de la Fosse-aux-Poissons délia les langues et suscita des réactions xénophobes.



[1]



[2]



[4]



Naissance d'un clocher dans le bled

La création d'une chapelle au cœur d'un « lotissement rouge » de Garges, en 1928, ne pouvait manquer de faire l'événement. Cette opération put se réaliser grâce à une intense médiatisation des malheurs des « bleds » de banlieue et à l'énergie d'un prêtre doué pour la communication.



« Pour peu que vous aimiez la vie simple, sans route, ni eau, ni lumière, ni égouts, et que vous éprouviez pour la boue une attirance invincible, vous y serez servis à souhait », écrit en 1927 un observateur au sujet de la Lutèce. Ce lotissement créé vers 1906 à proximité de la gare de Stains, à 2 km du village de Garges, compte alors déjà 800 habitants, soit 200 de plus que le Vieux Pays. Venus de Paris à cause d'un rêve de campagne ou de la crise du logement, ces ouvriers et petits employés ont acheté un terrain à un promoteur pour construire



Une des rues du lotissement la Lutèce, années 1920.

un cabanon ou un pavillon. Ce sont des « mal lotis », vivant dans un de ces « bleds » privés de tout et englués de boue, comme il y en a dans toute la banlieue parisienne. Un « scandale » décrié dans la presse et débattu au Parlement.

Christ dans la Banlieue

L'Eglise catholique œuvre activement pour l'évangélisation de ces lotissements, aiguillonnée par l'action du père Lhande, « l'apôtre des banlieues » qu'il sillonne depuis 1925 et dont il rend compte dans ses articles, ses ouvrages et ses « radio-sermons » à la TSF. Le retentissement est tel que se lance un mouvement nommé *Christ dans la Banlieue*, collectant des dons pour bâtir des églises, créer des patronages... En 1931 sont fondés les Chantiers du Cardinal, prenant la suite de l'Œuvre des chapelles de secours pour donner plus d'ampleur à la construction de lieux de culte. L'Eglise s'intéresse d'autant plus aux déserts religieux de la banlieue que l'influence communiste y est croissante, donnant naissance au mythe de « la banlieue rouge ».



Le Christ dans la Banlieue. — Sainte-Geneviève de la Lutèce Garges les Gousses (S.-&O.). - Le premier Patronage.

Carte éditée par le curé de Garges. Le wagon derrière lui est le premier lieu qu'il a investi.

L'abbé Comptour, nommé en juin 1927 à Garges, s'inscrit dans ce mouvement. Il n'oublie pas le village, qui n'avait plus de prêtre depuis six ans et qui ne brille pas par l'intensité de sa vie religieuse. Mais il s'intéresse beaucoup à la Lutèce et entend « défricher ce bled ». Aussi communiquant que le père Lhande – ce dernier vient d'ailleurs à Garges le soutenir –, il écrit presque chaque semaine dans *La Croix de Seine-et-Oise* pour collecter des dons, vanter l'avancée de ses projets et accroître son audience. En 1929, il fait photographier ses réalisations et les édite en cartes postales sous l'intitulé *Christ dans la Banlieue* pour les vendre. En 1930, c'est un bulletin qu'il lance, *Le Christ à Garges*, édité à 400 exemplaires.

Des briques ! Et des planches !

Puisqu'il faut marcher 2 km dans un chemin poussiéreux ou boueux pour rejoindre l'église de Garges, l'abbé pense rapidement à créer un lieu de culte à la Lutèce. « Des briques ! Et des planches !, écrit-il, donnez-nous d'abord une salle, une maison, où nous puissions nous réunir à l'abri de la pluie et du soleil ; et tout le reste viendra de surcroît ». Il loue un terrain et y installe un vieux wagon, dans lequel il organise du catéchisme et des séances de lanterne lumineuse, des jeux et des chants, avec l'aide d'une vieille demoiselle venant de Paris tous les dimanches. « Vingt garçons, autant de filles étaient parqués debout, car il

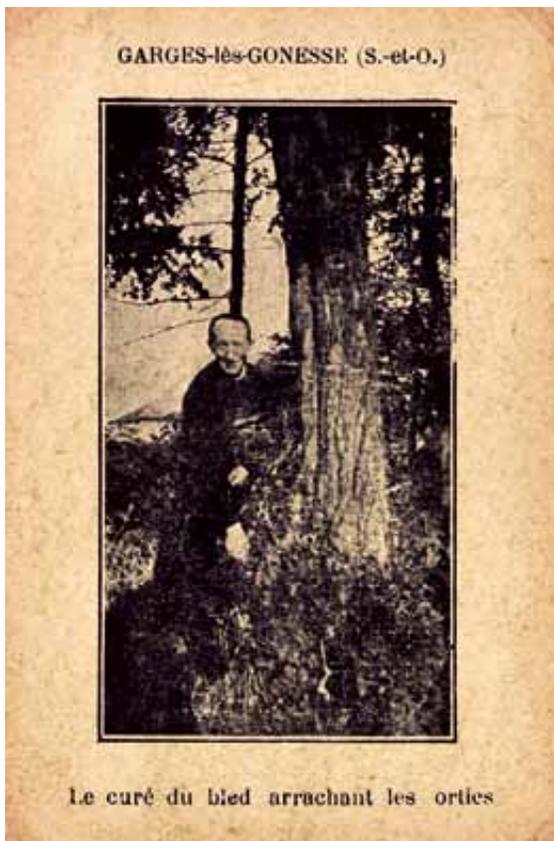
n'y a pas de bancs dans la petite cage, écrit le père Lhande après sa visite à Garges, c'est la catacombe du 20^e siècle où naît en ce moment ce qui sera demain l'église de Lutèce ».

Au printemps 1928, l'abbé Comptour lance le projet de construction d'une chapelle qu'il veut baptiser Ste-Geneviève, « la grande sainte de Paris et de la banlieue rouge ». Alors que le terrain n'est pas encore la propriété de l'évêché, les travaux démarrent en septembre. En quinze jours, la chapelle en bois et en fibrociment est montée et couverte : « Humble et modeste, comme il sied à une église de banlieue, elle est le plus beau et le plus vaste monument du pays ». Elle est bénie le 11 novembre, par Monseigneur Roland-Gosselin, évêque auxiliaire de Versailles. La société musicale locale l'Espérance prête son concours à la cérémonie et plus de 100 personnes y participent. « Ce fut un triomphe », s'enthousiasme l'abbé.

Pour une vraie église

Il n'entend pas en rester là : « Qui veut aider Ste-Geneviève à devenir une vraie église ? Qui lui trouvera un autel pour célébrer le Saint Sacrifice, des meubles pour la sacristie, un harmonium, des sièges pour les fidèles ? Catholiques des villes, dont les églises regorgent de beaux objets de culte, pensez qu'une pauvre chapelle d'une pauvre banlieue est nue ! ». Ses appels sont entendus, puisque le jour de la bénédiction de l'édifice, il y a déjà plusieurs statues et une petite cloche. Suivent un chemin de croix, des fonds baptismaux – œuvre d'un sculpteur gargeois –, d'autres statues, des meubles, des ornements... Les abords de la chapelle sont peu à peu aménagés : 10 tonnes de mâchefer sont étendues pour couvrir le terrain boueux, des puisards sont construits pour l'écoulement des eaux de pluie, des tilleuls, des troènes et du gazon sont plantés. En 1931, le clocheton en bois est remplacé par un clocher de 18 m en ciment armé, accueillant une nouvelle cloche baptisée « la Lutécienne ».

La chapelle n'est que l'élément central de « la cité paroissiale » que veut bâtir l'abbé à la Lutèce. Dès 1928, un dispensaire pour « femmes enceintes, mamans et nourrissons » est ouvert sous l'impulsion de la Charité maternelle de Paris et en 1929, une salle paroissiale est construite. Ce ne sont que de modestes constructions en bois et fibrociment, mais elles offrent un espace pour le développement des nombreuses activités que l'abbé met en



Carte éditée par le curé de Garges.

place avec une énergie débordante : patronage, scoutisme, cercle de jeunes filles, cercle d'hommes, ligue, théâtre, kermesses...

Au son de l'Internationale

Il n'est pas le seul à vouloir marquer le lotissement de son influence. Une cellule du parti communiste a été fondée vers 1925, et si elle a moins de dix membres, elle s'active pour proposer réunions de propagande et activités conviviales, club de football, goguettes, fêtes champêtres... Elle crée une section de la fédération des Mal Lotis et édite à partir de 1929 son « petit journal », *L'Aube de Garges*. Les élections législatives de 1928 montrent l'ampleur du cercle de sympathisants : 58% des

votes gargeois se sont portés sur le candidat communiste, issus pour une majorité de la Lutèce. Le caractère ouvrier de la population du lotissement est un atout majeur. Nombre des habitants auraient en outre découvert les terrains de la Lutèce grâce à des petites annonces parues dans *L'Humanité*.

Une lutte d'influences s'engage dès l'arrivée de l'abbé Comptour. Pendant la bénédiction de la chapelle, une cinquantaine de communistes s'installent sur le trottoir pour chanter l'Internationale. Des « assemblées éducatrices » sont organisées, pour « expliquer en détail le rôle social de l'Église » et dénoncer « un des meilleurs soutiens des régimes bourgeois », qui « empoisonne le cerveau des travailleurs ». L'abbé répond vertement aux attaques, interpellant « les mauvais oiseaux rouges de la région », « muets de rage et de peur devant les progrès du goupillon et qui parlent de construire une maison du peuple pour faire concurrence à l'Église ». Mais même s'ils n'ont qu'une arrière-salle de café pour se réunir, les communistes remportent la mairie en 1935.

De la chapelle à l'église

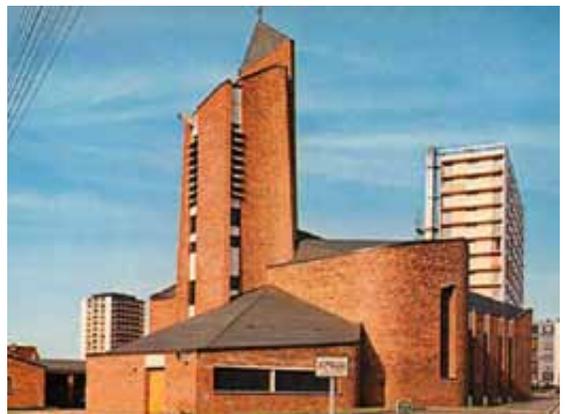
Au départ de l'abbé Comptour, remplacé par l'abbé Herrand en 1936, la situation s'est un peu améliorée à la Lutèce : eau, électricité, écoles, un marché, quelques routes... Quant à la chapelle, elle accueillera des offices jusqu'au début des années 1960, avant de céder la place à l'église Ste-Geneviève, bâtie à proximité pour évangéliser la nouvelle banlieue naissant avec le grand ensemble Dame Blanche. Seule la cloche « la Lutécienne » a survécu, transférée dans le nouvel édifice à l'architecture bien plus ambitieuse, labellisé *Patrimoine du xx^e siècle* en 2012.

Frédéric Guyon

Archives municipales de Garges



La chapelle Ste-Geneviève en 1963.



L'église Ste-Geneviève qui a remplacé la chapelle, vers 1967.

La « Dream-team » de Sarcelles à l'assaut des Mousquetaires

En 1931, le Tennis Club de Sarcelles s'imposa dans le championnat de France et affronta sur ses courts des stars du tennis français. Ce furent des moments d'anthologie pour ce club singulier, qui a su attirer de grands joueurs parisiens tout en popularisant ce sport d'élite à Sarcelles.

D'abord confidentiel et mondain, le tennis s'est diffusé plus largement en France à partir des années 1920 et devient un sport médiatisé, sans doute en raison des victoires internationales des joueurs surnommés les « Mousquetaires », Borotra, Brugnon, Cochet et Lacoste. Il se joue surtout dans les clubs de grandes villes ou dans les hôtels de cités balnéaires, alors qu'en banlieue, on pratique plutôt le vélo ou le football. Comment alors, le petit Tennis Club de Sarcelles (TCS) a-t-il réussi à se hisser au niveau des plus forts et réaliser une extraordinaire saison en 1931 ?

Exaltantes rencontres

Le championnat de France de tennis par équipes commence par les rencontres entre clubs challengers, pour obtenir le droit de défier le vainqueur de l'année précédente, lors du « Challenge Round ». Le TCS arrive en demi-finale et s'oppose au Stade Français le 25 mai. Comme le dit la presse, beaucoup de supporters ont fait le déplacement et « le tout Sarcelles élégant était là (...) Féret père, Fifi Lefébure, Hirsch..., tous descendants de vieilles et nobles familles sarcelloises ». A leur plus grande joie, Sarcelles l'emporte. Pour célébrer la victoire, une « réception enthousiaste » est organisée en mairie, ainsi qu'un feu d'artifice et une retraite aux flambeaux au son de la fanfare : « Les vieux du pays avaient les larmes aux yeux. Cette journée restera glorieuse dans les annales de la sympathique petite ville ».

Le tour suivant se déroule au Tennis Club de Paris, où le TCS triomphe à nouveau. Il peut alors tenter de conquérir le titre contre le prestigieux Racing Club de France (RCF), dans l'ultime épreuve qui se joue à Sarcelles le 14 juin. « Les équipiers de Sarcelles, sur leurs terrains et avec leur public, réalisèrent des merveilles et prirent une nette avance dans les simples ». Hélas, le TCS s'écroule dans les doubles et le RCF gagne. Mais la rencontre entre le « petit poucet » et « l'ogre », qui a engagé des joueurs tels Borotra ou Brugnon, s'achève sur une victoire courte : 5 à 4. La « population du pays », sans doute dynamisée par les festivités du 25 mai, s'est déplacée en masse pour « applaudir ses champions qu'elle n'a pas souvent l'occasion de voir ». Il est vrai qu'un tel événement offre une distraction aux ouvriers et employés vivant pendant la semaine au rythme des trains de banlieue. En outre la fulgurante ascension du TCS a stimulé la popularité de ce sport dans la commune.



Trois des joueurs du TCS engagés dans le championnat de 1931, Benni Berthet, Marcel Bernard et André Merlin.

Le parcours brillant du TCS

Le club sarcellois est né le 29 octobre 1921 et en juillet 1922, ses « excellents courts » sont inaugurés sur le site de la Pépinière. Rapidement, le « team » s'enrichit de joueurs talentueux et dès 1923 on compte trois équipes. L'équipe seconde regroupe surtout des jeunes gens et jeunes filles de Sarcelles, et dispute des rencontres régionales. L'équipe troisième est réservée aux débutantes et débutants. Quant à l'équipe première qui intègre régulièrement des joueurs formés à Paris, il ne lui faut que trois ans pour accéder à l'élite. En effet, le TCS gagne le critérium de France en 1924 ; promu en division supérieure, il remporte la Coupe de la fédération en 1925 et accède ainsi, dès 1926, au championnat de France de première catégorie, où il s'incline en finale devant le RCF.

Outre le talent des joueurs, ce brillant parcours s'explique par l'action conjointe de deux fondateurs du club : Robert Brochot et Lucien Moreau. Le premier est un industriel qui vit dans une maison bourgeoise située près de la mairie de Sarcelles, avec un tennis dans son grand parc. Il est bon joueur, tout comme son épouse, Jeanne Domange, et avec quatre représentants, la famille constitue l'ossature de l'équipe du club à sa création. Robert a su tisser un réseau de relations dans le monde du tennis et peut tenir pleinement son rôle de directeur technique, puis de président. La maison offre un cadre idéal pour des matchs amicaux, déjeuners ou fêtes avec les joueurs et dirigeants parisiens. Borotra fait par exemple partie des habitués.



Jeanne Brochot, sur un court de tennis, années 1920.

Lucien Moreau, quant à lui, est un jeune comptable et fils d'un cordonnier de Sarcelles, qui possède une forte implication dans la vie locale. Président, puis vice-président, c'est un infatigable défenseur de la vie associative, véritable cheville ouvrière du club. Il cherche en permanence à concilier le tennis d'élite avec le tennis éducatif. L'association des deux hommes, l'un stratège et technicien, l'autre besogneux et volontaire, s'avère très fructueuse et contribue à donner une identité singulière au TCS.

Tennis, l'exception sarcelloise

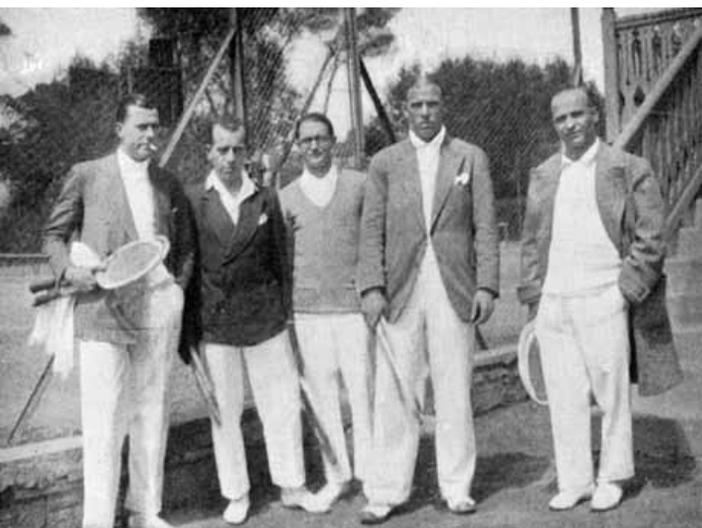
Jouer au tennis en milieu populaire est une originalité dans l'entre-deux guerres. Parmi les sociétés sportives de Sarcelles, le TCS se démarque : associations de tir à la carabine, de sports athlétiques – Union Sportive de Sarcelles, Avenir, Patronage Laïque –, Football-Association de Sarcelles, Roue Sportive de la Banlieue Nord... Mais ici, sport populaire et sport d'élite cohabitent et s'enrichissent. Au TCS, on pratique la formule du championnat par équipes car elle encourage l'entraide et la cohésion au sein du club. On y applique aussi l'altruisme car les Sarcellois peuvent compter sur leurs as qui « se feront un plaisir de les initier à ce sport ». Les cotisations des adhérents sont modiques et pour



La famille Brochot-Domange sur son court de tennis privé à Sarcelles, années 1920.

« nouer des bonnes relations avec notre charmante population », le TCS organise chaque année une fête, comme les autres associations du pays.

Le témoignage du fils de Pierre Hacquin, préparateur en pharmacie sarcellois, vice-président du TCS en 1927, prend ici toute sa force : « Mes frères aînés faisaient du tennis tous les jours en été. (...) Les fameux Mousquetaires de la coupe Davis sont venus jouer à Sarcelles, j'ai ainsi pu voir Cochet, Borotra, Brugnon, Lacoste sur les deux courts de terre battue réservés aux vrais joueurs. Un court en ciment était pour les jeunes. Ce tennis avec ses belles installations était situé à l'extrémité des rues Jean-Jacques-Rousseau et Beauséjour ». La qualité de ces courts, adaptés à tous les niveaux de pratique, du débutant au champion, est d'ailleurs une des raisons conduisant de bons joueurs parisiens à choisir Sarcelles.



Des joueurs du TCS sur les courts du Racing Club de France, 1929.

Sarcelles, une terre de Tennis

La construction des courts en terre battue demande un soubassement en plusieurs couches – graviers, mâchefer, craon – recouvert d'une fine épaisseur de briques pilées. Les environs de Sarcelles offrent tous ces matériaux : le craon, extrait dans les carrières de St-Maximin à quelques kilomètres de là, le mâchefer, abondant dans les dépôts de chemin de fer proches, enfin la poudre de terre battue, facile à trouver dans les nombreuses briqueteries locales. L'entreprise

sarcelloise Censier en fera l'une de ses spécialités et s'imposera jusqu'à nos jours sur ce marché. Les conditions sont donc très favorables pour l'implantation de courts de grande qualité susceptibles d'attirer les meilleurs joueurs. Il est d'ailleurs assez fréquent que les sportifs parisiens s'exportent en périphérie pour y trouver de meilleures modalités de pratique en raison de l'espace. Cela a été le cas avec les plages fluviales, comme à l'Isle-Adam, ou pour les golfs qui nécessitent des sites verdoyants et boisés.

C'est donc dans un site propice et par l'association d'une famille bourgeoise, sensible aux bienfaits hygiéniques et moraux d'une éducation physique par le tennis, d'un groupe de champions, amis de cette famille et d'un dirigeant local très impliqué et volontaire que l'expérience du tennis devient une réussite sportive et éducative à Sarcelles. Du moins



Marcel Bernard, un des joueurs du TCS, sur un court parisien en 1930.

pendant l'âge d'or du club. Car ensuite, le TCS ne brille plus dans les compétitions et ne parvient pas à s'affirmer en Seine-et-Oise, où le tennis reste peu développé. Les épreuves de 1931 sont les derniers événements notables du tennis sarcellois de l'entre-deux-guerres.

Tony Froissart

Université de Champagne-Ardenne

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France



Des buildings de béton controversés

Si la création du premier grand ensemble de Villiers-le-Bel mit en émoi les habitants, c'est surtout la construction du second qui bouleversa la vie locale. D'ardents débats sur le béton et sur la modernité s'engagèrent en 1958 et durèrent des années.

Le premier projet de grand ensemble à Villiers-le-Bel, lancé en 1955, ne suscita pas trop de remous dans la petite commune de 5000 habitants. Si nombreux s'en émurent – surtout dans les lotissements proches –, rien n'affleura dans la presse ou les débats municipaux. Rien non plus en 1956, lorsque les bâtiments des Carreaux commencèrent à sortir de terre, ni au printemps 1958, quand les premiers

habitants s'installèrent. L'ensemble de 1675 logements devenait réalité, dans une indifférence de façade.

Les esprits s'embrasèrent en décembre 1958, lorsque la SCIC déclara vouloir bâtir un second grand ensemble dans des champs et des vergers situés près du village. Les agriculteurs lancèrent une contestation qui s'élargit à de nombreux opposants à la transformation de leur « bonne vieille commune rurale ». La moitié des conseillers municipaux démissionnèrent, échauffés par la perspective des élections de mars 1959. Pendant des années, le projet du Puits-la-Marlière suscita des débats houleux en mairie, des points de vue cinglants dans la presse, des conversations enflammées dans les commerces.

Pour garder le vieux Villiers...

On dénigra les « constructions inharmonieuses et disgracieuses qui viendraient, de leur masse inesthétique, enlaidir le paysage ». On s'inquiéta de la possibilité « d'intégrer une population disparate, venue de tous les horizons : de la ville d'à côté, de Paris, des provinces de France,



Le maire, Louis Perrein, devant la maquette du Puits-la-Marlière, 1965.

d'Afrique et d'Asie, aux citoyens " de base " dont ils bousculent les habitudes et les traditions ». On prédit l'augmentation des charges locales, la « sursaturation » des services publics, la création d'équipements inutiles ou dont le village ne profiterait pas.

Certes, la crise du logement régnait aussi à Villiers-le-Bel – 1 000 demandes en attente en 1964 –, mais seules 10% des futures habitations seraient réservées aux Beauvillésois. D'ailleurs, qui voudrait vivre « dans ces cages à poules », « où on s'empile » et on « attrape la sarcelle » ? La commune n'avait-elle pas déjà fait un « effort gigantesque pour prendre sa part dans l'effort national » pour la construction de logements ? Et ne se mettrait-elle pas encore plus « à la merci de grosses compagnies financières qui veulent imposer leur loi dans la région » ?

... ou pour créer un nouveau Villiers

D'autres voix rétorquèrent qu'avec une extension de la population, on pouvait transformer la commune en « une grande cité moderne », en créant une zone industrielle, un centre administratif, un parc des sports, une maison de la culture... Puisqu'il n'y avait pas moyen de se dérober aux décisions prises par les autorités de tutelle, pourquoi ne pas se saisir de cette inéluctable mutation pour aménager « une ville nouvelle » ?

L'intégration en marche de la population des Carreaux montrait qu'il ne fallait pas être effrayé par le développement : « C'est vrai que le vieux pays vit d'un cœur commun, mais soyons justes et n'oublions pas le sang nouveau qui lui a été apporté par les nouveaux arrivants. Leur volonté à s'incorporer dans une ville nouvelle et leur dynamisme ont insufflé une vie nouvelle, profitable à l'ensemble des habitants et aussi à tous les commerçants qui en ont tiré un avantage certain ».

Un chantier impressionnant

Les débats continuaient en février 1964, quand les engins de terrassement et les camions arrivèrent. Le chantier, avec ses nuisances et son animation, était impressionnant : « 1500 logements à construire ! Il y avait 13 ou 14 grues, une centrale à béton, un magasin de 300 m², des bureaux... C'était une ruche, avec une vingtaine d'entreprises pilotées par la SAE, et 300 à 350 ouvriers. Les trois-quarts étaient des Italiens qui vivaient sur le chantier. Des bungalows et une cantine avaient été installés pour eux ». Un habitat précaire émergea à proximité et en novembre 1965, l'on craignit qu'un bidonville se développe.



Chantier de construction du Puits-la-Marlière, en 1965.

En mars 1966, on frôla la catastrophe. Un bâtiment de quatre étages s'effondra, « dans un fracas épouvantable », sur le chantier heureusement désert. Ce qui donna du grain à moudre au vieux Villiers dans sa nouvelle guerre contre le béton : un plan prévoyait de raser tout le village – sauf l'église – et d'y construire des « buildings de béton » !

Nouvelles synergies

Les premiers habitants arrivèrent fin 1965. Par le jeu du 1% patronal et des ventes de 110 pavillons et 230 appartements en co-propriété, la part de ceux qui habitaient déjà Villiers-le-Bel fut plus importante qu'escomptée. Les logements firent l'unanimité, tant ils contrastaient avec les précédents taudis, chambrettes ou pavillons sans confort : « C'était un paradis ! Il y avait l'eau courante, une salle de bain, le chauffage par le sol, de grands balcons... Le luxe ! ». L'environnement champêtre, les squares, les écoles, les deux centres commerciaux et le centre socio-culturel étaient des atouts appréciables, surtout lorsque le dernier chantier du quartier s'acheva, en 1970.

La vie associative et politique tissa rapidement des liens qui, sans effacer toutes les méfiances ou indifférences, créèrent des synergies entre le vieux et le nouveau Villiers. Côte à côte ou face à face, les uns et les autres s'impliquèrent dans les débats sur le troisième – et dernier – grand ensemble en projet dans la commune. « Une inondation de béton à Villiers » ?

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France

Jean Gabin, du rififi à Lochères

Les camions de cinéma firent sensation lorsqu'ils arrivèrent en 1962 dans le grand ensemble de Sarcelles, pour filmer la séquence inaugurale du film Mélodie en sous-sol : un ancien taulard, joué par le célèbre acteur, cherche « sa cabane » parmi les tours et les barres.

22 octobre 1962, une activité trépidante règne à Sarcelles, dans le grand ensemble de Lochères. Trois ans et demi après un premier tournage pour les besoins de *Rue des prairies* (Denys de la Patellière, 1959), Jean Gabin est de retour. Il débute le tournage du nouveau film d'Henri Verneuil, *Mélodie en sous-sol*. Ayant délaissé le bleu de chauffe d'un contremaître du chantier des Plâtrières, il endosse l'imperméable d'un truand, Charles, qui sort de prison après une peine de cinq ans pour braquage.

Francisco à Sarcelles, il n'y a qu'un pas, que Verneuil et son scénariste Albert Simonin ont franchi allègrement en situant un Jean Gabin désorienté au cœur du grand ensemble.

Dialoguiste, Audiard a su être au cœur de l'actualité, tout en y mêlant quelques savoureux mots d'auteur. Dans un condensé d'histoire d'urbanisme et de militantisme, tout est dit par l'un des voyageurs du train que prend le héros pour se rendre à Sarcelles : « Quand t'es devant le Parthénon et que tu vois que ça tient encore debout, tu te dis que ça, quand



Jean Gabin dans une scène de Mélodie en sous-sol tournée à Sarcelles, ou plus exactement à Stains, 1962.

Décor américain pour roman noir

Le film adapte un roman américain publié dans la Série noire, *The Big Grab* de John Trinian, dans lequel il est écrit : « San Francisco lui était familier mais il s'y était construit un certain nombre d'immeubles neufs et il dut regarder à deux fois pour s'orienter. Songeur, renfrogné (...) il s'arrêta et s'adossa au mur d'un immeuble, en homme qui se demande s'il ne s'est pas trompé de chemin ». De San

même c'était de la construction. Ce n'est pas comme aujourd'hui ! Aujourd'hui, tu frappes à la porte du septième étage et y a un mec du rez-de-chaussée qui dit : " Entrez donc !" ». Écoutant ses voisins du wagon aspirer à des vacances à moindre coût, Charles rêve, lui, de s'installer en Australie. Il faudra pour cela organiser un dernier casse, en l'occurrence vider les coffres du Palm-Beach à Cannes, avec la complicité d'Alain Delon.

Une cabane à 15 millions

Monté à la gare du Nord, il descend en gare de Garges-Sarcelles – plus exactement la halte créée en 1959, en attendant la station définitive construite en 1965. Il est stupéfait devant le panorama et ne peut retrouver sa rue Théophile-Gautier, tant le site s'est transformé. « Dire que j'avais acheté ça pour les arbres et les jardins... Ils appelaient ça la zone verte... C'est devenu New York la zone verte ! ». Pierre Nicolas, longtemps président du ciné-club de Sarcelles, soulignait lors d'un entretien réalisé par *Le Parisien* en 2003 l'exactitude des détails du scénario : « La SCIC [le bailleur à l'origine du grand ensemble] voulait créer une ville à l'américaine. On parlait de Première et Deuxième avenues ».

Après un passage par le service de pilotage du chantier, Gabin retrouve enfin sa bicoque, coincée au pied d'une tour. La rue Théophile-Gautier est devenue rue Henri-Bergson, un plan serré sur une plaque nous l'indique. Cette maison était en fait située à une centaine de mètres de là, sur la commune de Stains, à l'angle des rues Parmentier et Paul-Lafargue. « On m'en a proposé 15 millions », s'exclame Ginette (Viviane Romance), l'épouse de Charles. Le propos fait référence aux pavillons préexistants au grand ensemble, rachetés pour démolition par la SCIC.

Scènes coupées

D'une durée totale de deux mois et demi, le tournage dura une petite semaine à Sarcelles.



Article du journal local France Sarcelles, 1962.

« Les loges étaient installées dans les locaux de la SCIC et Jean Gabin se changeait dans le bureau de mon père, se souvient Alain Graux. Le film ayant été réalisé principalement boulevard Maurice-Ravel et en haut de l'avenue Paul-Valéry, ce local était le plus proche disponible ». Les décorateurs installent un arrêt de bus sur la place Salvador-Allende – un tube et une pancarte – juste devant l'actuel centre commercial. « J'étais impressionné par tous les gros camions qui stationnaient là. Il y avait du monde pour voir Gabin ! », continue Alain Graux.

Outre les scènes où Charles recherche sa maison, qui ont nécessité de nombreuses répétitions – l'acteur ayant toujours eu des difficultés à respecter les déplacements voulus par le réalisateur – une autre séquence a été filmée devant le groupe scolaire des Sablons. Dans le scénario d'origine, Gabin est un père de famille qui vient chercher son fils et sa fille à l'école. Des élèves firent de la figuration dans cette scène qui n'a malheureusement pas été conservée dans le montage final. D'autres plans avec Gabin montant dans un bus furent aussi produits sans être davantage conservés.

Une fierté pour les habitants

La sortie de *Mélodie en sous-sol* sur les écrans nationaux, le 19 mars 1963, fut un véritable événement pour tous les Sarcellois. « Ceux d'entre nous qui recherchent encore la fibre sentimentale qui pourrait les rattacher à leur cité ne pourront rester indifférents à ces images », écrit le journal *France Sarcelles*. « On était très fiers. On parlait de notre ville, explique Pierre Nicolas. Elle ne ressemblait à rien au début mais tous nos espoirs étaient portés vers l'avenir. On voulait qu'elle devienne une vraie ville ».

Patrick Glâtre

Mission Images et Cinéma,
Conseil général du Val d'Oise

Evénements

en images

1959 - 1974

[7] Baptême du camion des pompiers d'Arnouville, 12 juillet 1959.

Pour remplacer la vieille auto-pompe, la municipalité acheta un fourgon-pompe moderne. L'engin fut remis solennellement aux 28 pompiers volontaires de la commune et dûment baptisé en présence de la population, toujours associée à la vie de la compagnie des soldats du feu.

[8] Ouverture du premier supermarché de Sarcelles,

27 septembre 1962. Ce fut la « ruée des ménagères » pour découvrir ce magasin « ultra-moderne », avec ses « prix stupéfiants », ses « chariots roulants », son « tout sous le même toit », son « inauguration du tonnerre » à renforts de promenades à âne, baptêmes de l'air en hélicoptère et distribution de cadeaux.

[9] Election du conseil des résidents de Sarcelles, 27 février 1966.

Pour la première fois en France, sur douze sites, dont Sarcelles et Villiers-le-Bel, un bailleur allait associer les locataires et propriétaires à la gestion d'un ensemble de logements. 35 % des résidents se déplacèrent pour voter.

[10] Inauguration de la piscine de Garges, 30 avril 1972.

La piscine tant espérée devenait enfin réalité, répondant aux besoins de la natation scolaire comme aux attentes de la nouvelle société de loisirs. « Première piscine découvrable de France », elle fut plébiscitée par les habitants de Garges et des alentours dès son premier jour.

[11] Piquet de grève devant l'usine de gants ménagers MAPA de Villiers-le-Bel, mai 1968. Plus aucun train ne circulait, nombre d'enseignants et de communaux étaient en grève, la plupart des chantiers du bâtiment étaient arrêtés et plusieurs entreprises du territoire étaient occupées.

[12] Visite de German Titov, 3 décembre 1967.

Les municipalités communistes de Garges et de Sarcelles invitèrent le célèbre cosmonaute soviétique dans le cadre du 50^e anniversaire de la Révolution russe. Malgré le froid, ils furent des milliers à venir saluer ce héros de la conquête spatiale.

[13] Mise en service de l'aéroport de Roissy, 11 mars 1974.

L'ouverture du second aéroport de la région parisienne provoqua un vent de fronde sur le territoire de Val de France, avant même que les avions ne commencent leur survol. Pour déminer la situation, Aéroports de Paris promit d'aider les riverains à bénéficier des milliers d'emplois prévus sur la plate-forme.



[7]



[8]



[10]



[11]



[12]



[9]



[13]

L'assassinat de Lucien Melyon, de l'émotion à la mobilisation

Le meurtre d'un jeune Gargeois, lors d'un concert pop à Pantin en 1977, fut plus qu'un fait divers. Cette tragédie suscita un émoi considérable et de nombreuses actions, contre le racisme, le climat « anti-jeunes » et la marchandisation des loisirs.



En 1977, Garges compte environ 5000 jeunes sur plus de 38000 habitants. Cette population affirme sa culture par de nouveaux goûts musicaux, réclame sa place dans la ville, notamment en terme de loisirs, mais ne dispose encore que de peu d'équipements socio-culturels. Il existe certes la MJC Corot, le Café Club..., mais leur programmation est limitée et ne peut rivaliser en matière de spectacles pop ou rock avec les deux vastes salles situées au nord de la capitale : le Pavillon de Paris et l'Hippodrome de Pantin.

Un concert pop tragique

Le 30 octobre, l'Hippodrome accueille justement le chanteur anglais Peter Gabriel. Parmi les fans qui affluent au concert, il y a un petit groupe de jeunes Gargeois, dont deux frères : Lucien, 17 ans, scolarisé en seconde au lycée Jacques-Decour à Paris, et Christian Melyon, issu d'une famille de neuf enfants, dont le

père travaille aux PTT et la mère a été un temps institutrice. Venus de Guadeloupe à la fin des années 1950, ils se sont installés, comme beaucoup d'Antillais, dans le grand ensemble de la Dame Blanche à Garges.

A l'entrée de l'Hippodrome, les deux frères achètent leur billet 37 francs, un prix élevé pour les jeunes de milieu populaire, alors que la crise économique sévit et que le chômage s'accroît. Devant eux, le service d'ordre de la société Galawash, laquelle partage avec KCP l'organisation de la majeure partie des grands concerts pop et des méthodes de surveillance « musclées », avec gardes munis de matraques ou de barres de fer, souvent accompagnés de chiens. Trois « videurs », dont l'un armé d'un pistolet, exigent de fouiller les deux frères et leur confisquent 20 francs. Lucien résiste, tandis que Christian est frappé. Ce dernier part chercher du secours, en vain. On retrouvera sur un parking proche du concert le corps de Lucien, abattu d'une balle en plein cœur.

Les vendeurs, qui opèrent en fait un trafic de tickets d'entrée, prétendent par la suite être à la recherche de « Noirs » qui les avaient dépouillés de leur butin. L'auteur du crime, arrêté quelques jours après le drame, est un ouvrier serrurier au chômage de 30 ans, épisodiquement engagé à la surveillance des concerts. A son domicile, la police trouvera des insignes nazis, des disques de musique militaire du troisième Reich et des livres sur la Waffen SS...

Douleur et colère aux obsèques

Ce meurtre suscite une forte émotion à Garges et bien au delà. Le 10 novembre, une foule de 4 à 5 000 personnes assiste aux funérailles à Garges ; beaucoup sont des jeunes de la ville, de Sarcelles, de Gonesse ou encore de Paris... Dans l'église Sainte-Genève pleine à craquer, l'évêque de Pontoise retrace le portrait de Lucien, « doux, souriant, artisan de la paix ». Un orchestre joue une chanson reggae de circonstance : *Johnny was* de Bob Marley, qui évoque les pleurs d'une mère noire dont le fils a été tué dans une rue.

A la sortie, de nombreuses gerbes sont amenées une à une, par le lycée Jacques-Decour, l'association sportive de Sarcelles, des partis de gauche, la CGT, l'Association antillaise du Val-d'Oise, l'hôpital Lariboisière... Certaines portent des inscriptions en forme de revendications qui soulignent l'étendue du malaise des jeunes : « Plus d'abattoirs mais des salles équipées ! Plus de police parallèle ! Plus de violence ni de racisme !... ». Un long cortège se forme et s'arrête à l'hôtel de ville, où se succèdent des prises de paroles de jeunes et du maire, Robert Pochon, puis repart vers le cimetière. Là, sur le tombeau, une guitare est gravée, symbolisant la passion de Lucien pour la musique. L'événement est relayé par la presse nationale et locale, ainsi que par trois « radios libres » qui émettent plusieurs minutes illégalement.

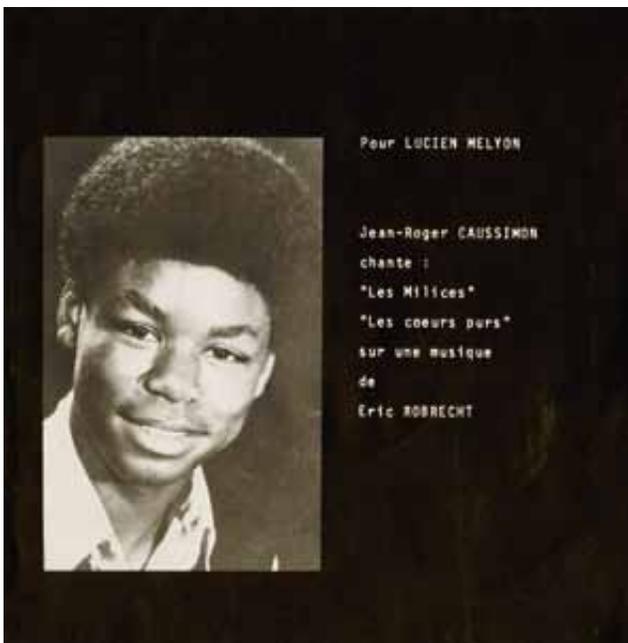
Des ondes de mobilisation

Un Comité de soutien très engagé se crée à Garges, dans le quartier où habite la famille Melyon. Son objectif est de mobiliser contre le racisme, la marchandisation de la culture des jeunes et la société de consommation... Il multiplie les initiatives pour que les jeunes « prennent leurs concerts en main » et que soient transformées les structures d'organisation des spectacles. Début novembre, il appelle au boycott d'un concert de Bob Seger et demande publiquement à Joan Baez



Obsèques de Lucien Melyon, 10 novembre 1977.

d'annuler son concert parisien, affirmant que « Lucien est mort parce qu'il est noir et jeune », comme « d'autres travailleurs antillais et émigrés victimes de crimes racistes » – meurtres et agressions racistes se sont multipliés en France dans les années 1970. Fin novembre, le Comité organise, sur le lieu même du meurtre, un concert avec la participation de musiciens engagés comme Didier



Disque en faveur du comité Lucien Melyon.

Malherbe, Urban Sax, Herbe Rouge... D'autres artistes apportent leur soutien : le groupe Téléphone qui joue à la faculté de Villeta-neuse, Jean-Roger Caussimon qui enregistre *Les Milices*, un 45 tours dont le produit de la vente est reversé au Comité de soutien...

Dans le Val-d'Oise, les élus et organisations politiques ne restent pas indifférents. Un meeting est organisé par les municipalités de Garges, Sarcelles et Villiers-le-Bel. Le député communiste Henri Canacos s'indigne dans une question écrite au ministre de l'Intérieur : « Ces videurs ressemblent plus à des policiers parallèles qu'à un service d'ordre ». Au Sénat, Louis Perrein, maire socialiste de Villiers-le-Bel, proteste contre les « milices privées qui commettent leurs méfaits aux portes des spectacles, mais aussi aux portes de certaines usines et dans certains quartiers ». Syndicats, associations, organisations politiques de jeunes dénoncent les injustices subies par la jeunesse : les prix prohibitifs des spectacles, le contrôle social, le regard dépréciateur, « la campagne anti-jeune et raciste » qui relie les jeunes à la violence parce qu'ils vivent en banlieue, qu'ils sont immigrés, qu'ils aiment la musique pop ou tout simplement parce qu'ils sont jeunes...

Le procès en assises de l'assassin et de ses deux acolytes qui s'engage à Paris en janvier 1979 suscite de nouvelles mobilisations : rassemblements devant le palais de justice, concert rock organisé par le Comité de soutien au forum des Cholettes à Sarcelles... Des tracts soulignent « l'inutilité flagrante des milices privées, armées et répressives » et appellent à développer des actions autonomes de gratuité et à les revendiquer comme pratique politique.

Ce procès retentissant est l'occasion pour la famille de Lucien de mettre en cause aussi bien le meurtrier que ses patrons. Mais seul l'assassin est condamné, à douze ans de prison.

Un moment charnière de l'histoire

L'émotion consécutive à la mort de Lucien, explique le journal *Le Monde*, fut du même ordre que celle provoquée en 1971 par l'arrestation du lycéen Gilles Guiot, et en 1972 par le meurtre, aux portes des usines Renault, du militant maoïste Pierre Overney. Mais cette indignation collective touche cette fois davantage la jeunesse des périphéries en voie de relégation. Elle révèle un malaise encore peu visible, qui s'exprimera en 1982 et 1983 par une multiplication d'incidents dans les banlieues. La mobilisation et les revendications en termes de droits, d'égalité et de liberté d'expression portées par les jeunes à la suite du meurtre de Lucien préfigurent, d'une certaine manière, les futurs concerts autogérés type *Rock against police*, ainsi que la première mobilisation nationale animée par les jeunes issus de l'immigration que sera la *Marche des Beurs* de 1983.

Pierre-Jacques Derainne
Université de Bourgogne



Couverture du bulletin du MRAP sur le thème des crimes racistes, décembre 1977.

Apprenties-cuisinières au défi des étoiles



Les premières « femmes en avenir » ne passèrent pas inaperçues, lors du lancement de ce projet, en 2010. Un pied dans les cuisines de l'Institut des Métiers de l'Artisanat de Villiers-le-Bel, l'autre dans celles de grands chefs parisiens, ces Sarcelloises portèrent haut les couleurs de la banlieue dans les médias.

26 mai 2011 : treize Sarcelloises investissent l'Hôtel Matignon pour y préparer un repas d'exception. Elles sont reçues par François Fillon, Premier ministre, qui leur rappelle que la tradition culinaire française a été portée en grande partie par des femmes et que cet événement constitue bien l'occasion de « remettre la cuisine de femmes à l'honneur ».

La mobilisation des réseaux

A l'origine de cette journée, et de l'opération *Femmes en Avenir* dont bénéficient ces Sarcelloises, la rencontre en 2009 d'Alain Ducasse et de Bill Clinton. L'ancien président des Etats-Unis, dont la fondation Clinton Global Initiative soutient des actions humanitaires, suggère au chef étoilé de la cuisine française de faire de même en profitant de sa notoriété. A son

retour, Alain Ducasse élabore avec Jérôme Chartier, député-maire de Domont en Val-d'Oise, un projet centré sur l'insertion professionnelle des femmes, sous-représentées dans le monde de la grande cuisine. Par le biais d'un contrat unique d'insertion, des femmes, âgées de plus de 25 ans, se voient proposer une formation au CAP de cuisine en alternance, puis un emploi en CDI. Opportunité exceptionnelle, les stages se déroulent dans des restaurants étoilés de la capitale !

Pour mettre en œuvre le projet, un réseau se constitue autour de François Pupponi, député-maire de Sarcelles dont sont originaires les premières bénéficiaires, avec le préfet, la préfète déléguée à l'égalité des chances et le Conseil général du Val d'Oise. L'opération est financée par l'Etat, Aéroports de Paris et Alain Ducasse Entreprise. De grands cuisiniers y sont associés, tels Joël Robuchon, Guy Savoy,

Thierry Marx, ainsi que plusieurs fondations (Elle, Caritas, Société Générale, Financière de l'Echiquier, Safran, Bred). La formation est assurée par l'Institut des Métiers de l'Artisanat (IMA), à Villiers-le-Bel qui, depuis 2003, prépare des jeunes de 15 à 25 ans à 9 métiers et 17 diplômes, du CAP au Bac Pro. L'association *Femmes en avenir* gère le dispositif et suit les 15 bénéficiaires, sélectionnées sur leur motivation parmi 85 candidates, au cours du printemps 2010. Un accompagnement social – aide au logement et au transport, garde d'enfant, emploi du temps adapté – est mis en place pour soutenir ces femmes, généralement mères de famille, auxquelles un défi est lancé : obtenir en un an, au lieu de deux, le CAP de cuisine !



Dans les cuisines de l'Institut des Métiers de l'Artisanat de Villiers-le-Bel, 2010.



Remise de diplômes, 2011.

Sous le feu des médias

Officialisée par une charte signée en avril 2010, l'opération est très vite couverte par les médias nationaux et internationaux, qui la qualifient de « sésame qui ouvre la porte de restaurants prestigieux », « success story »,

« émouvante course à la réussite sociale »... France 2 avec un feuilleton, *L'Ecole des Toques*, et M6 pour *Zone interdite* suivent les apprenties à l'école, en cuisine, voire même en famille.

Pourquoi un tel « buzz » et des reportages dont certains s'apparentent à des émissions de télé-réalité ? L'opération réunit en fait tous les ingrédients qui permettent de susciter l'émotion et de faire audience : un lieu de rêve, la face cachée des restaurants étoilés ; des situations contrastées puisque des femmes de banlieue débarquent au cœur de la capitale dans un monde d'hommes ; du suspense, vont-elle remporter ce défi ? Et les médias de citer ces « mères Courage » qui, malgré des vies qu'on aurait pu croire brisées – répudiation, maltraitance, maladie... – vont vivre ce qui est présenté comme un conte de fées.

« C'est une chance inouïe pour elles mais la réalité est différente, explique Quentin Vicas, d'Alain Ducasse Entreprise. On travaille beaucoup, en cuisine, à l'école, avec des gens très exigeants », même s'il précise que « lorsqu'une femme entre dans une brigade, l'ambiance de travail y gagne en calme et en sérénité ».

De Chantepie à Matignon !

Major de sa promotion, Naïma a fait un parcours sans faute, du quartier de Chantepie à Sarcelles aux cuisines de la rue de Varennes, où elle travaille toujours. Nostalgique de la formation à l'IMA, elle y retourne chaque année pour « coacher » les promotions suivantes. « Le plus dur, c'est de passer le cap des premiers mois, de s'organiser – l'une a sept enfants –, de travailler le soir chez soi ».

D'origine étrangère pour la plupart, ces femmes ont des parcours divers, parfois déscolarisées très jeunes ou en situation précaire. L'une a travaillé en France dans une crêperie après avoir fait des études de géographie en Moldavie ; sa famille l'a soutenue durant la formation et ses enfants apprécient de déguster les plats qu'elle expérimente à la maison. L'autre vient d'un village isolé de Kabylie en Algérie : « Je cuisine depuis toute petite. J'avais la chance d'avoir la télé et tous les jours j'étais devant l'émission de Joël Robuchon *Bon appétit bien sûr* à prendre des notes pour refaire ça avec les moyens du bord. Ma mère, la famille et les voisins me servaient de cobayes ».

A l'automne 2010, l'équipe pédagogique se mobilise autour de ces étudiantes si particulières, dont il faut favoriser l'insertion en entreprise et l'intégration dans le processus de production. « Ce qui les caractérise, explique



La promotion 2012 dans les cuisines de l'Institut des Métiers de l'Artisanat de Villiers-le-Bel.

Patrick Margery, maître-cuisinier de France et enseignant à l'IMA, c'est cette motivation qu'on ne retrouve pas forcément chez les jeunes. Elles ont compris leur chance et ça leur donne une soif d'apprendre et de faire bien. Il y a une grande solidarité entre elles. Et, bien sûr, elles nous font goûter des plats de leurs pays ! C'est très enrichissant ». En stage, les apprenties doivent intégrer rapidement les codes de la profession et résister à la pression, mais elles sont très entourées. Chez Guy Savoy, suivant la tradition, Maria a apporté un plat de son pays préparé chez elle. « Quand on goûte aux spécialités de chacun, il n'y a plus de hiérarchie », dit son chef, tandis que la jeune femme déclare : « C'est un peu de fierté pour moi ».

Quentin Vicat admet qu'elles ne resteront pas toutes dans la restauration haut de gamme dont les horaires sont difficilement conciliables avec une vie de famille. Seules deux femmes

de la première promotion y sont encore employées. Mais elles auront acquis le diplôme et le bagage technique nécessaires pour continuer dans le domaine de la restauration. Certaines envisagent même de monter leur petite entreprise.

Une opération devenue pérenne

Les vœux prononcés par le Premier ministre en 2011, succès pour les candidates et pérennité du dispositif, se sont pleinement réalisés puisque à ce jour aucune femme n'a échoué à l'examen – les rares abandons sont liés à des problèmes personnels – et que l'opération a été reconduite. L'aventure se poursuit pour la quatrième promotion qui, sous l'égide de l'association *Femmes en avenir*, vient de faire sa rentrée. La formation est très appréciée : « Je suis fière d'avoir été à l'Institut de Villiers-le-Bel. Derrière cette école toute grise, il y a de la chaleur humaine, de la présence et surtout beaucoup de richesse ».

Les femmes sont recrutées désormais dans dix communes du Val-d'Oise : Arnouville, Bouffémont, Domont, Ezanville, Garges, Moisselles, Piscop, Saint-Brice, Sarcelles, Villiers-le-Bel, par les maisons de quartier, les associations locales et Pôle emploi, qui rémunère maintenant les apprenties à la place de l'association. Quant à l'entreprise d'Alain Ducasse, elle envisage de monter un projet de ce type en direction de jeunes des rues à Manille. Le territoire de Val de France aura ainsi fait école jusqu'aux Philippines !

Support de communication pour la prochaine promotion.

Béatrice Cabedoce

Atelier de Restitution du Patrimoine et de l'Ethnologie, Conseil général du Val d'Oise

Evénements

en images

1989 - 2013

[14] *Troc et puces à Arnouville, 8 septembre 1989.* Sept ans après sa création, la manifestation s'était imposée dans le calendrier local comme un rendez-vous incontournable, avec sa brocante et ses stands associatifs. L'intérêt pour les vide-greniers s'installait durablement, la crise et la déconsommation aidant.

[15] *Intervention des CRS à Garges, 9 mars 1994.* Des rumeurs répandirent que la police avait relâché l'assassin présumé d'un jeune Gargeois et ce fut l'embrasement : incendies de voitures, dégradations de bâtiments publics... La couverture médiatique de l'événement imprima une marque quasi indélébile sur l'image d'un territoire et de ses jeunes.

[16] *Manifestation de solidarité à Sarcelles, 23 janvier 2010.* L'ampleur du séisme à Haïti donna un retentissement immense à cette tragédie. Le nombre important d'habitants d'origine haïtienne en fit un événement encore plus proche et la solidarité s'organisa sur le territoire avec une intensité particulière.

[17] *Démolition d'un immeuble des Carreaux à Villiers-le-Bel, 2008.* Le grignotage du bâtiment fut moins spectaculaire qu'une démolition par explosion, mais ne manqua pas de susciter une vive émotion auprès des habitants du quartier en rénovation, entre perte d'un lieu de mémoire et espoir d'un avenir meilleur.

[18] *Myriam Soumaré aux championnats d'Europe d'athlétisme à Barcelone, 31 juillet 2010.* A Villiers-le-Bel, où l'athlète a grandi, et à Sarcelles, où elle vit, travaille et s'entraîne, les cris de joie fusèrent devant les téléviseurs lorsqu'elle décrocha sa médaille d'or aux 200 m. Les médias érigèrent la jeune femme en icône de la banlieue, élargissant l'audience de cette victoire.

[19] *Flash mob à Garges, 22 juin 2013.* Près de 200 danseurs surgirent sur la place centrale de la ville et entamèrent leurs mouvements. Ce flash mob, préparé en amont par des ateliers, dérogea à la règle de la mobilisation de parfaits inconnus, ce qui ne l'empêcha pas de surprendre les passants et de mettre le cœur des participants en joie.



[14]



[15]



[17]



[16]

[18]

[19]

C'est la fête à Garges !

FICHE PEDAGOGIQUE PRIMAIRE

Les manifestations festives étant jadis moins nombreuses, elles faisaient l'événement. L'espace de quelques jours, rien n'était plus pareil...Voici le programme et des images de la fête communale de Garges en 1966 et 1967.



■ Rédiger les légendes
des photographies ■ Dessiner une
affiche pour cette fête ■ Enquêter sur
les fêtes d'hier ■ Etudier la vie de
Garges à cette époque



PROGRAMME DE LA PREMIÈRE GRANDE FÊTE COMMUNALE 2 - 12 JUIN 1966

★ **BAL DE NUIT**
avec Election Reine de Garges

★ **CAVALCADE**

★ **Matinée enfantine**
Blanche Neige par R. Pillain

★ **CATCH**
avec les vedettes de la Télé :
Jacky CORN - M'BOABA

★ **GRAND GALA**
avec SACHA DISTEL
P.A.O.L.A., les BAB'S, Robert JUNOD

★ **CONCERT DE REMISE DES PRIX
DU CONSERVATOIRE - THÉÂTRE**

★ **Courses cyclistes, Tournoi de
judo, Concours de boules**

★ **FOIRE-EXPOSITION**
Importante Section Foraine

★ **Village d'enfants**
avec le Petit Train du Salon de l'Enfance

★ **Clôture par un
FEU D'ARTIFICE**

Il est prudent de retenir ses places longtemps à l'avance pour le gala, auprès du Secrétaire du Comité des Fêtes M. d'IPPOLITO, 3, r. Renoir, tél. 47-29 D.-Blan.

Un tracteur au village

FICHE PEDAGOGIQUE COLLEGE

Le premier tracteur d'Arnouville se fit remarquer en 1926, à l'heure où les voitures ou camions étaient encore rares et où les cultivateurs étaient réticents à adopter ces chevaux d'acier nourris au carburant.



Albert Cheval venait d'acheter une grande ferme rue de Paris et voulait moderniser son exploitation. De nature entreprenante, il décida vers 1926 d'investir dans un tracteur et porta son choix sur un modèle américain, le Fordson 10-20, qu'il a probablement acheté chez le vendeur de matériel agricole Bertolle, à Villiers-le-Bel. Il fut un pionnier de la motoculture à Arnouville.

Si les premiers essais de traction mécanique datent du 19^e siècle, le tracteur naquit vraiment en France après la Première Guerre mondiale, qui décima la population paysanne et le cheptel des chevaux. Malgré les efforts pour le populariser, les cultivateurs rechignèrent à l'adopter. En 1929, il y avait 27 000 tracteurs en France, pour près de 3 millions de chevaux et juments, sans compter les bœufs, encore utilisés dans certaines régions. En 1955, 97 chevaux étaient encore dénombrés sur le territoire de Val de France, pour 58 tracteurs.

De ces expositions démonstratives, véritables leçons de choses pour le paysan, dont il faut avant tout secouer la routine – ce qui n'est pas toujours facile –, de ces démonstrations, il reste toujours quelque chose de bon. (...) Il convient de multiplier, sur tous les points du territoire, ces meetings de motoculture qui fournissent à nos cultivateurs d'utiles enseignements. Ce n'est pas par la lecture de livres, de journaux ou de catalogues que l'on décidera le paysan à abandonner ses anciens errements, à renier ses traditions et à délier les cordons de sa bourse pour acheter un appareil qui lui paraît très cher sans doute, mais dont les qualités et les bénéfices auront bientôt amorti ce prix d'achat.

L'Agriculture Nouvelle, 12 juin 1920.

Lancée prématurément, à un moment où elle ne correspondait ni aux besoins, ni à une mentalité suffisamment préparée et adaptée, la motoculture connut des heures pénibles. Mais il arrive un moment où, par le jeu des circonstances actuelles, vous rencontrez des appareils en progression constante, capables de vous donner satisfaction (...). L'avenir de la motoculture est illimité ; c'est d'ailleurs une question de vie ou de mort pour l'agriculture française, qui doit inévitablement réduire à la fois son personnel, parce qu'il fait défaut, et ses prix de revient pour lutter efficacement contre la concurrence étrangère.

Vie à la campagne, 1 novembre 1929.

- Lister les avantages du tracteur
- Lister les obstacles à la diffusion du tracteur
- Imaginer une autre publicité pour un tracteur
- Etudier la vie d'Arrouville à cette période

Je sais bien que la machine ne donnera pas de fumier ! Mais il reste à savoir si le prix de votre cheval et sa nourriture ne vous rendent pas le fumier plus cher que les engrais que vous achèteriez par ailleurs ? Et puis j'ajouterai que quand votre machine est arrêtée, elle ne consomme pas. Il n'y a pas à craindre qu'elle soit malade et si, par extraordinaire, une pièce se brise, elle est remplacée immédiatement, alors qu'un cheval blessé ou malade est trop souvent un cheval perdu définitivement.

L'Agriculture Nouvelle, 11 octobre 1919.

Si le travail exécuté à la machine se perfectionne, celui à la main laisse de plus en plus à désirer. Il faut y venir parce que les constructeurs ont compris de plus en plus les besoins de la terre et donnent à l'agriculture des instruments de plus en plus perfectionnés. Il faut y venir parce que le luxe des villes a gagné nos campagnes, parce que nos jeunes gens ne veulent plus se courber sur la terre comme l'ont fait leurs aïeux et que pour les empêcher d'être attirés vers la machine de leur usine, il faut leur apporter la machine de l'agriculture.

L'Echo Pontoisien, 11 octobre 1928.

Le plus important des avantages de la motoculture est de permettre d'effectuer les travaux de culture plus rapidement et à temps. Ce « coup de collier » dans le temps que peut donner le tracteur représente pour l'agriculteur un atout considérable. Il peut ainsi attendre le moment propice pour ses labours, profiter en automne et en hiver, des plus courtes périodes de beau temps, être enfin toujours en avance sur son travail. Il en résulte pour lui moins de soucis, pour la culture un travail de qualité supérieure, pour la récolte enfin un rendement plus élevé.

Richard P., *La motoculture moderne*, Dunod, 1936.

On a accusé le morcellement des terres, l'exiguïté des parcelles et même des propriétés, l'existence de trop nombreux fossés, de haies, d'arbres, d'être la cause en France de l'insuccès de la motoculture. En réalité, si le tracteur, qui a été utilisé avec succès au lendemain de la guerre, en particulier pour la reconstitution des régions dévastées, a été depuis, à peu près, abandonné, c'est parce que le prix de l'essence est trop élevé ».

L'Information Agricole, 15 mai 1933.



pour en savoir plus

Bibliographie

- Bedel F. et alii, *Les avions des pionniers 1900-1914*, 2009.
- Beugnot J.-C., *Mémoires du comte Beugnot, ancien ministre*, 1866.
- Chateaubriand C. (de), *Mémoires et lettres de Madame de Chateaubriand*, Jonquières, 1929.
- Chateaubriand F.-R. (de), *Mémoires d'outre-tombe*, Vol. 4, 1851.
- Collin C., *Silhouettes de lotissements*, Bloud et Gay, 1931.
- Daremburg G., *Le choléra*, 1892.
- Dulaure, *Histoire des cent-jours de la Restauration et de la Révolution de 1830*, Vol. 2, 1845.
- Fourcaut A., *La Banlieue en Morceaux*, Creaphis, 2000.
- Fournier C., *Le Christ et sa banlieue*, Arthème-Fayard, 1960.
- Froissart T., *L'impasse du sport rural. La Seine-et-Oise de 1881-1939*, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006.
- Froissart T., *Le « sport populaire » de Seine-et-Oise. 1880-1939*, L'Harmattan, 2003.
- Galan R., *Si l'aviation vous était contée*, Privat, 2012.
- Gaurier F., *Saint-Brice-sous-Forêt, l'église*, Ville de Saint-Brice, 1980.
- Géliot C., *Mel Bonis, femme et compositeur*, L'Harmattan, 2009.
- Heimermann B., *Les routes du ciel*, Gallimard, 1995.
- Héry M., Quentin E., *Le choléra de 1892 à Sarcelles et le Dr Galvani*, 1988.
- Héry M., *Saint-Brice au travers de son conseil de fabrique*, 1992.
- Lamartine A., *Histoire de La Restauration*, 1861.
- Le Monde et la Science par les maîtres de la science*, Schwarz et Cie, 1911.
- Les Carreaux 1955-1963*, CA Val de France, 2006.
- Lhande P., *Le Christ dans la banlieue*, Plon, 1929.
- Marck B., *Passionnés de l'air, petite histoire de l'aviation légère*, Arthaud, 2009.
- Mercer A. C., *Journal de la campagne de Waterloo*, Giovanangeli, 2007.
- Pasquier E.-C., *Mémoires du chancelier Pasquier : histoire de mon temps*, Vol. 3, Plon, Nourrit et Cie, 1893-1895.
- Ricatti C., *Tableau historique et raisonné des événements qui ont précédé et suivi le rétablissement des Bourbons en France, et de la paix en Europe, depuis mars 1815, jusqu'au 8 juillet 1816*, Delaunay, 1817.
- Roth C., Bonnard M., *Histoire d'eaux en Val de France*, CA Val de France, 2010.
- Terrain, « Qu'est-ce qu'un événement ? », n°38, 2002.
- Vincennes J.(de), *Le Bon Dieu dans le bled*, Gabriel Beauchesne, 1928.
- Wagner C., *Les petits trains et les tramways du Val-d'Oise*, Valhermeil, 1994.

Waresquiel E.(de), *Cent Jours : la tentation de l'impossible, mars-juillet 1815*, Fayard, 2008.

Weitzelt T., *Le Fléau invisible. La dernière épidémie de choléra en France*, Vendémiaire, 2011.

Wilkin B., *Histoire du terrain d'aviation d'Ans*, Ville d'Ans, 2010.

Williams H.-M., *Relation des événements qui se sont passés en France depuis le débarquement de l'empereur Bonaparte du 1^{er} mars 1815 au 20 novembre 1815*, Dentu, 1816.

Presse

L'aérophile (1910)

L'agriculture nouvelle (1919-1930)

L'Aube de Garges (1933-1934)

Courrier de Versailles (1876-1881)

La Croix (1892, 1910)

La Croix de Seine-et-Oise (1927-1932)

L'Echo Pontoisien (1876-1879, 1928-1930)

L'Echo Régional (1956-1989)

France-Sarcelles (1962-1963)

L'Humanité (1906-1935, 1977-1979)

L'illustration (1892)

Luttes Sociales de Seine-et-Oise (1910)

Le Matin (1910, 1913)

Le Monde (1977-1979)

Le Parisien (1977-1979, 2003)

Le Petit Pontoisien (1910)

Le Progrès médical : journal de médecine, de chirurgie et de pharmacie (1894)

Le Rappel (1878, 1910)

La Renaissance de Seine-et-Oise (1956-1972)

Revue d'hygiène et de police sanitaire (1893)

Revue du tennis (1927-1933)

Tennis et Golf (1922-1934)

La Tribune de Seine-et-Oise (1900-1929)

Archives

Délibérations du Conseil Municipal d'Arnouville, de Garges, de Sarcelles, de Villiers-le-Bel

Bulletin municipaux d'Arnouville, de Garges, de Sarcelles, de Villiers-le-Bel

Annuaire de la fédération française de tennis (Musée de la FFT)

Témoignages des Mémoires Croisées de Sarcelles (Ville de Sarcelles, Frédéric Praud)

Dossiers sur le tramway de Villiers-le-Bel 95 221 à 223 (ADVO)

Dossiers sur la construction de Puits-la-Marlière (AMVLB)

Registres de la fabrique de Sarcelles (Archives du diocèse de Pontoise)

chantiers du PATRIMOINE



Les archives de Garges s'agrandissent



Le nouveau magasin.



Arrêtés du maire de la 1^{ère} moitié du 20^e siècle.



Registre paroissial des baptêmes, mariages, sépultures, du 17^e siècle.



Une des affiches conservées aux archives.

Depuis cet été, les archives municipales de Garges disposent d'un nouveau magasin de conservation. Ce qui porte leur capacité de stockage à 2,2 kilomètres linéaires de documents ! Une mémoire essentielle, tant pour la gestion de la ville que pour la recherche historique.

La création du service des archives de Garges date de septembre 1999. A l'époque, la commune prend conscience de l'intérêt et de la nécessité de la préservation de certains documents. La décision de créer un service d'archives, à même de collecter, trier, conserver et organiser la consultation, est alors prise. « Les archives constituent un facteur indispensable de continuité d'action, de préservation des droits de la collectivité et de son histoire. Elles sont un outil de gestion irremplaçable et la condition d'une administration efficace. Le service des archives communales a donc un rôle fondamental pour notre ville et les archivistes sont les gardiens de la mémoire », explique Pierre Galland, adjoint au maire en charge des archives et de la documentation. Un magasin d'archivage, équipé de rayonnages fixes et mobiles, est créé en 2001, dans le sous-sol de l'hôtel de ville. Quelques mois plus tard, une salle de lecture dotée de matériel informatique est aménagée.

« A mon arrivée en 2011, j'ai constaté que les éliminations réglementaires ne permettaient pas de compenser la prise en charge des nouveaux versements d'archives produites par les services. La saturation du magasin n'était qu'une question de mois » explique Frédéric Guyon, responsable du service. Au début de l'année 2012, le service est officiellement saturé. La ville opte alors pour la création d'un deuxième magasin de conservation. Mais en raison des structures du sous-sol de l'hôtel de ville, bâti sur des piliers de béton, d'importants travaux sont nécessaires. Le projet – estimé à plus de 120 000 € – reçoit le soutien du Conseil général. D'une superficie de 50 m², le nouveau magasin peut

accueillir 700 m linéaires d'archives supplémentaires, ce qui porte la capacité totale de stockage du service à 2,2 km linéaires. Ces travaux ont aussi permis la réorganisation des espaces de travail et de la salle de lecture. Six lecteurs peuvent être désormais accueillis en même temps.

Les archives municipales conservent des documents constitutifs, tels que les délibérations du conseil municipal ou les arrêtés du maire, mais également l'état civil et bien d'autres documents produits par les services municipaux, qu'il faut gérer. Une durée d'utilité administrative est appliquée pour chacun des documents. Certains sont conservés sans limitation de durée, d'autres sont éliminés. A Garges, les archives conservent également 3 m linéaires de fonds privés (archives de particuliers, d'associations) et 6 m linéaires de documents iconographiques. C'est assez peu au regard de l'intérêt historique et social de cette commune. Peu de photographies ont par exemple été collectées sur le développement des grands ensembles dans les années 1950-60, un sujet qui intéresse chercheurs, étudiants et habitants.

Le service des archives de Garges emploie quatre personnes, dotées de compétences juridiques, techniques et patrimoniales et ayant pour mission principale la collecte, le classement, la conservation et la communication des documents aux publics, interne ou externe. Il mène aujourd'hui de front deux projets : l'aménagement du nouveau magasin et la mise en ligne en interne – dans un premier temps – de fonds dématérialisés. Un enjeu important et un travail considérable, quand on sait que la population de Garges, la 4^{ème} commune la plus importante du Val-d'Oise, est passée de 600 habitants en 1900 à plus de 40 000 actuellement !

Sophie Jobez

Ouverture du lundi au vendredi de 13h à 17h.
Consultation libre et gratuite après inscription.
archivesmail@villedegarges.com
Téléphone 01 34 53 31 65

La mémoire fait son Printemps

En mai dernier, le Printemps de la mémoire a proposé une série d'événements sur notre territoire, dont le temps fort a été une journée d'études à Villiers-le-Bel, posant la question de la transmission de l'histoire et de la mémoire au regard d'un de ses enjeux majeurs : l'éducation.

L'objectif du Printemps de la mémoire est de proposer aux Franciliens des rencontres-débats, projections, expositions et spectacles vivants autour de la mémoire des migrations, du travail, des villes et des quartiers. Cette biennale a été initiée par le réseau Mémoires & Histoires en Ile-de-France, qui regroupe une quarantaine d'associations engagées dans des projets mémoriaux visant notamment à lutter contre les inégalités et les discriminations. La seconde édition du *Printemps de la mémoire*, du 13 mai au 13 juin dernier, a pris de l'ampleur et a associé à sa programmation des acteurs institutionnels. Elle a proposé plus d'une cinquantaine d'événements à Paris, dans le Val-de-Marne, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise. Citons par exemple les expositions *Artisans d'hier en Val de France*, à l'hôpital Charles Richet de Villiers-le-Bel, *Sous les meules le grain*, au musée Archéa de Louvres, ou la déambulation commentée *Antifascistes et partisans : l'héritage antifasciste*, à Argenteuil.

La journée d'études organisée le 29 mai, à Villiers-le-Bel, a été le point d'orgue de cette biennale dans le Val-d'Oise. Coordinée par le Collectif Fusion, elle portait sur le thème *Mémoires, histoires et transmissions : un enjeu d'éducation*. Elle a permis à des porteurs de projets d'horizons variés (professeurs de collège, archéologue, archiviste, anthropologues...) de confronter leurs expériences et de nouer un dialogue avec le public. Comme le Collectif Fusion, qui mène avec des collégiens et lycéens des projets artistiques pluridisciplinaires depuis plus de vingt ans, ces acteurs s'investissent dans

des actions auprès des jeunes publics pour faire émerger des mémoires plurielles et construire une histoire collective : Jeunesse Préhistorique et Géologique de France, Paroles d'hommes et de femmes, Mission Mémoires et Identités en Val de France, Atelier de Restitution du Patrimoine et de l'Ethnologie du Conseil Général du Val d'Oise, Service éducatif des Archives départementales...

La journée a d'abord abordé le thème des *identités en construction*, faisant émerger de nombreuses problématiques : trou noir des manuels scolaires d'histoire sur le passé colonial, difficulté à intéresser les établissements scolaires à l'histoire et à l'archéologie de leur territoire, intérêt pour l'école des animations d'histoire vivante, des intervenants extérieurs et des pratiques hors les murs... La table ronde sur *la construction et la transmission du patrimoine francilien* a notamment permis de débattre de la richesse et la diversité d'une mémoire souvent méconnue, histoire des grands ensembles, patrimoine industriel, mémoire des migrants... La journée s'est achevée par des échanges sur *les démarches transversales*, grâce auxquelles des outils éducatifs innovants peuvent être construits et de nouvelles compétences peuvent être développées auprès des élèves. En marge des débats, plusieurs tables de presse et expositions étaient présentées, parmi lesquelles la nouvelle exposition du Collectif Fusion, *Saveurs du monde : le goût des autres*.

Rendez-vous est déjà pris pour la prochaine biennale, au printemps 2015, avec de nouveaux échanges et de nouvelles initiatives. Autant de perspectives intéressantes pour conforter le travail en réseau et pour valoriser les actions menées dans le champ de la mémoire, de l'histoire et du patrimoine.

Sophie Jobez

www.memoires-histoires.org
www.fusion.asso.fr



Première table ronde.



Seconde table ronde.



Participants à la journée d'études.



Exposition Saveurs du monde : le goût des autres.

Racines cubiques



Métamorphoses, une promenade en 20 cubes.



Lavomatic is magic, portraits de Sarcellois signés Milan Sypura et mis en scène par la Compagnie de théâtre Corpus.



Un cube-fresque réalisé par des élèves de l'école Dunant.



Les boîtes à secrets des habitants du quartier.



Cubicabrac, bricolé par les Jardins partagés.

Les 20 et 21 septembre derniers, le projet artistique Métamorphoses a déroulé sa promenade visuelle et sonore à Sarcelles dans les quartiers Sablons et Pasteur, actuellement en rénovation. Un parcours peuplé de cubes transformés en boîtes à mémoire par les habitants

Rarement projet artistique, organisé dans le cadre d'une rénovation urbaine, n'aura rassemblé autant de personnes ! Conduit par l'association Double Face à la demande de la ville de Sarcelles, *Métamorphoses* a vu le jour grâce à l'implication des habitants et de tous les acteurs socio-culturels des quartiers Sablons et Pasteur : établissements scolaires, associations, centres sociaux, artistes, créateurs...* « Nous souhaitons associer le plus de monde possible à l'élaboration d'un projet commun englobant le passé et le futur de ce territoire emblématique de Sarcelles, permettre aux habitants d'expérimenter une aventure artistique riche et unique, à chacun de s'exprimer, aux parents d'entrer dans les écoles... Ces quartiers sont les tout premiers du Grand ensemble. Ils abritent le premier centre social du Val-d'Oise. Ce n'est pas rien », explique Véronique Duchamp, responsable de la Direction de la participation des habitants de la Ville.

L'artiste plasticienne fondatrice de Double Face, Virginie Loisel, est partie à la rencontre des structures associatives, a animé des ateliers dans les écoles et a mobilisé les énergies dans la création d'un parcours déambulatoire au cœur de ces deux quartiers en mutation. « J'ai proposé à tous les participants de construire un espace imaginaire à partir de cubes de deux mètres de côté, colorés, noirs ou recouverts de miroirs, que chacun s'approprierait librement, tout en donnant une unité artistique graphique à la manifestation », explique-t-elle. Pendant près d'un an, tous se sont lancés à corps perdu dans la conception de cet événement artistique d'ampleur, à l'image du projet de

renouvellement urbain qu'ils vivent au quotidien depuis 2008.

Ainsi, de l'école Pasteur au square Duparc, et de la rue Raoul-Dufy à l'école Henri-Dunant, chacun a pu offrir aux visiteurs un espace qui lui ressemble. Des spectacles, des ateliers et des expériences artistiques étaient proposés aux promeneurs tout au long de ces deux jours, pour le plus grand plaisir des visiteurs venus en nombre.

Les enfants de l'école Pasteur ont exposé des visions en transparence de leur quartier, créées à partir de photographies redessinées et colorisées. Ceux de l'école Dunant ont réalisé un cube de fresques géantes représentant la ville de leurs rêves. Les collégiens se sont initiés à la photographie avec un professionnel, présentant au public des photogrammes et des travaux argentiques et lui proposant d'expérimenter le principe du sténopé dans un cube chambre obscure. Même les élèves de l'IUT de Sarcelles, derniers arrivants dans le quartier, ont participé, en travaillant sur la signalétique et sur la conception d'un vidéo cube.

L'association Jardins Partagés a recouvert un cube de plantes grimpantes et aromatiques et fait partager son art de la récupération. Les deux associations-phares du centre social des Sablons créé en 1959, Ensemble et Accueil et Culture, ont choisi de célébrer la diversité culturelle sarcelloise, le multilinguisme à travers les contes et histoires de tous les pays. Et la ville de Sarcelles a tapissé son cube des portraits de tous les participants. Une belle aventure, nourrie par la mémoire et tournée vers l'avenir, dont les cubes resteront longtemps gravés dans les souvenirs.

Sophie Jobez

*Participants au projet : le conservatoire de Sarcelles, les Jardins partagés, la Compagnie Corpus, la Compagnie L'orange bleue, la créatrice Myriam Maxo, l'association Ensemble, l'association Accueil et Culture, le centre social Pasteur Sablons, l'Opej de Sarcelles, l'école Henri-Dunant, l'école Louis-Pasteur, le collège Jean-Lurçat, le DUT RSC de Sarcelles (IUT de Cergy-Pontoise). Partenaires du projet: EPA Plaine de France, groupe SNI, groupe Opievoy, ANRU, Acisé, DRAC Ile-de-France.

Le 10^{ème} anniversaire de Patrimoine en Val de France

Patrimoine en Val de France fêtait ses dix ans le 5 décembre dernier. Un public nombreux et chaleureux est venu à l'espace Marcel-Pagnol de Villiers-le-Bel célébrer l'anniversaire de cette revue qui vit grâce à l'implication du plus grand nombre.

Près de 250 personnes ont assisté à la rencontre organisée par la communauté d'agglomération pour le 10^e anniversaire de *Patrimoine en Val de France*. Qu'ils aient écrit un article, apporté une contribution ou qu'ils soient de simples lecteurs, tous ont eu envie de partager le plaisir d'avoir participé à cette aventure éditoriale et ont pleinement goûté à cette rétrospective de la revue depuis sa création en 2003.

Lors de cette soirée conviviale, Didier Vaillant, président de la Communauté d'agglomération, et Maurice Bonnard, vice-président chargé de la Culture et du patrimoine, ont rappelé l'origine et les objectifs de cette publication : « La créer, il y a dix ans, était un pari, mais une nécessité aussi, au regard des réalités du territoire de la Communauté d'agglomération Val de France, fort d'un patrimoine naturel, historique, bâti et humain singulier. Il fallait aux quatre villes de Sarcelles, Villiers-le-Bel, Garges-lès-Gonesse et Arnouville, une revue accessible au plus grand nombre, qui reflète au mieux son histoire collective et préserve sa mémoire. Nous nous réjouissons que cette publication ait permis de faire découvrir des aspects méconnus de Val de France, d'éclairer les faits contemporains par le regard historique, de contribuer à la construction d'une identité territoriale et d'aider au « mieux vivre ensemble ».

Rares sont les territoires à posséder une revue comme *Patrimoine en Val de France*. Les thèmes choisis chaque année « parlent » à tous les habitants : habitat, loisirs, solidarités, musique, travail, migrations... Un diaporama et une exposition d'images parues dans les dix numéros de la revue ont offert l'occasion de se replonger dans ces théma-

tiques et dans l'histoire ancienne et contemporaine de notre territoire, riche et à nulle autre pareille.

La revue a fait appel à des centaines d'auteurs et de contributeurs : historiens locaux, universitaires, responsables associatifs, agents des services municipaux, photographes, artistes, collectionneurs, collégiens... Pour les remercier, un diaporama a fait défiler sur l'écran le nom de ces 388 personnes qui ont nourri les dix premiers numéros. Certaines d'entre elles ont pris la parole pour témoigner de leur expérience. « On peut dire que cette revue est une œuvre collective », a expliqué Catherine Roth, responsable de la Mission Mémoires et Identités en Val de France et coordinatrice de la revue. Depuis dix ans, grâce à cette implication du plus grand nombre, des témoignages ont été collectés, des archives communales et familiales explorées, des documents iconographiques exceptionnels exhumés, et près de 200 articles et fiches pédagogiques publiés. La revue a pu aussi se faire l'écho de l'actualité d'une dynamique patrimoniale en mouvement, dans sa rubrique *Les chantiers du patrimoine*.

Avec près de 35 500 exemplaires diffusés en dix ans, la revue a trouvé son public. Maurice Bonnard a raconté « les courriers de félicitations envoyés par les lecteurs, les nombreuses demandes spontanées d'abonnement, les retours positifs d'institutionnels et de professionnels, voire de concitoyens ayant utilisé ou simplement consulté la revue, qui constituent autant d'encouragements à poursuivre ». Il a aussi remercié tous ceux qui contribuent à la diffusion de la revue, en la distribuant dans leur structure ou en la faisant connaître à leur entourage. Les partenaires n'ont pas été oubliés : l'Europe, le bailleur Osica, les Editions du Valhermeil...

Pour prolonger cet anniversaire, l'exposition *10 ans de la revue Patrimoine en Val de France* a été présentée au cours de l'année dans les bibliothèques de Val de France.



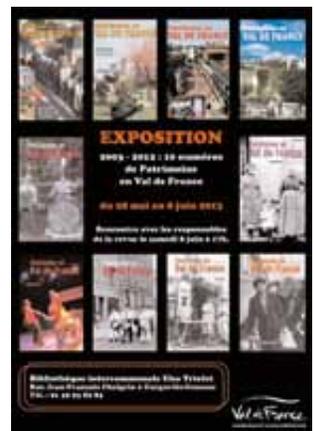
Les élus rappellent l'historique de la revue.



Une des élèves du collège Paul Eluard qui ont écrit un article.



Des participants à la manifestation.



En bref

Suivez le guide !

Un grand nombre de rues et de bâtiments publics de Sarcelles porte des noms de personnalités historiques, mais également contemporaines, qui y ont vécu ou y vivent encore : artistes, musiciens, sportifs, comédiens... L'association Sarcelles et son Histoire publiera en fin d'année un dico-guide destiné à mieux faire connaître ces personnalités du public. Cet ouvrage comprendra des notices biographiques de ces personnages et un plan de la ville indiquant les lieux relatifs à leur histoire. Il s'inscrit dans la lignée de l'exposition *Sarcelles à la rencontre de ses personnalités*, que l'association présente jusqu'au 15 décembre prochain à la Maison du Patrimoine de Sarcelles.

Anna Langfus à l'honneur



En avril dernier, la bibliothèque intercommunale de Sarcelles a organisé, en partenariat avec la Ville de Sarcelles, une conférence sur Anna Langfus, la romancière dont elle porte le nom. Née en Pologne, venue à Sarcelles en 1960, ce fut l'une des rares femmes de lettres à témoigner sur la Shoah. Il y a 50 ans, elle obtint le prix Goncourt avec *Les bagages de sable*, inspiré de sa propre histoire. Jean-Yves Potel, auteur

d'une biographie d'Anna Langfus, est revenu sur son œuvre. Une lecture d'extraits et la projection de l'interview accordée par l'écrivain à l'occasion de son Goncourt ont complété cet événement, qui se prolongera en 2014 avec l'exposition *Anna Langfus, trois romans pour transmettre*, présentée du 2 au 16 février à la Maison du Patrimoine de Sarcelles.

Se souvenir de Pablo Réjas

Peintre autodidacte, Pablo Réjas est arrivé à Sarcelles-Lochères à la fin des années 1950. Ouvrier et militant syndical, il peignait dans sa cave et a fait partie des artistes qui se sont engagés pour développer la culture dans la ville nouvelle. Sa fille a fait récemment don à la ville d'une vingtaine de toiles de grand format. En juin dernier, l'école d'art Janine Haddad les a exposées et a organisé une table ronde. Ce fut l'occasion de découvrir une œuvre puissante, témoin des luttes et des combats de son temps, toujours d'actualité, et de rappeler l'attachement de cet artiste à Sarcelles, ainsi que son implication en faveur des valeurs d'éducation et de liberté. La municipalité a aussi donné le nom de Pablo Réjas à une crèche et à une rue de la ville.

La carte et le territoire

Depuis 2011, le service éducatif des Archives du Val-d'Oise propose aux élèves du CM2 à la Seconde, un atelier dédié à la représentation cartographique, permettant d'observer la transformation progressive des communes de Sarcelles, Villiers-le-Bel et Ecouen, du 17^e siècle à nos jours, à partir de cartes et de plans. Après une visite-découverte des archives, les élèves

peuvent se familiariser avec l'évolution des représentations des villages, des forêts et des terres agricoles, des symboles, des graphies et des noms de lieux anciens, et suivre l'urbanisation graduelle d'une région rurale qui semblait autrefois si loin de Paris. Un atelier captivant, conçu suite à la sollicitation de deux professeurs du collège Léon Blum de Villiers-le-Bel, pour un projet artistique sur le thème du voyage initiatique et des contes et territoires. www.valdoise.fr

L'agriculture dans et au-delà de nos frontières

En avril dernier, l'association Jeunesse préhistorique et géologique de France (JPGF) a organisé une exposition sur l'agriculture à travers les âges et les pays, faisant écho à un travail du collège Martin-Luther-King sur les crises alimentaires dans le monde. Plus de 300 écoliers et collégiens de Villiers-le-Bel ont été accueillis dans les réserves ethnographiques de l'association. L'occasion de rappeler le passé agricole et maraîcher du Pays de France, surnommé « le grenier de Paris » et de le mettre en perspective avec d'autres régions moins prospères du monde, ou encore de montrer comment à partir de l'observation d'un squelette les problèmes de malnutrition peuvent être repérés. Des valises pédagogiques accompagnaient cette exposition.



Femmes d'ici en résistance

Dans le cadre du Mois de l'égalité hommes femmes organisé dans le Val-d'Oise l'hiver dernier, la ville de Villiers-le-Bel a accueilli l'exposition *Femmes en résistance* du photographe Pierre-Yves Ginet. A côté des 250 portraits de femmes photographiées par cet artiste-reporter dans 25 pays et sur 5 continents, figuraient 14 portraits de femmes beauvilloises réalisés par le photographe Ariel Arias : militantes associatives, ancienne résistante, conseillère principale d'éducation, médecin, metteur en scène... Autant d'héroïnes du quotidien, engagées en faveur des générations futures, et mises à l'honneur avec authenticité par cet artiste qui vit à Gousainville.

Yi Gang, l'arpenteur



Le jeune artiste d'origine chinoise Yi Gang vit et travaille à Garges. Depuis 2011, il arpente la ville de long en large, entre quartiers en rénovation, bâtiments neufs et vieux village. Artiste-aventurier et plasticien de talent, il n'a pas d'atelier fixe et travaille *in situ*. Dans ces paysages en mutation, il dessine une poésie urbaine à partir des installations qu'il réalise et dont il photographie l'existence éphémère. Le fruit de ses interventions artistiques, ponctuées de proverbes et de cartes de ses déambulations, a été présenté à la Maison des Arts de Garges en avril dernier. L'exposition a donné lieu à des créations artistiques avec les élèves de l'école d'arts plastiques.

Le piano de Fauré restauré

Bientôt le piano du compositeur Gabriel Fauré (1845-1924) résonnera à nouveau dans le château d'Arnouville, où il a été retrouvé en 2011 en piteux état, après être tombé dans l'oubli. Sa restauration par les ateliers Nebout de Paris est désormais achevée. Elle a été financée par des fonds provenant de la réserve parlementaire du député-maire de Sarcelles François Pupponi, de la communauté d'agglomération Val de France, de la ville d'Arnouville, ainsi que de donateurs privés, mobilisés par l'association Du Piano Retrouvé aux Musicales d'Arnouville qui a organisé plusieurs récitals de soutien à la rénovation de l'instrument.

La nouvelle Gazette d'Arnouville

Depuis 1985, le club de passionnés d'histoire, Arnouville et son Passé, édite un bulletin annuel dédié à l'histoire de sa commune. Il a lancé l'an dernier une nouvelle formule de cette publication, intitulée *La Gazette d'Arnouville*. Paru en mai 2012, le premier numéro titré *La Grande guerre : les Arnouvillois se souviennent* propose 12 pages de témoignages et documents photographiques, décrivant le quotidien des habitants durant la guerre de 14-18. Le prochain bulletin sera consacré au peintre impressionniste Léo Nardus, grand amateur d'art et d'échecs, qui vécut au château d'Arnouville au tout début du siècle dernier. <http://arnouvilleetsonpasse.fr/>

Papiers d'Arménie

Papiers d'Arménie retrace l'histoire d'une famille catholique arménienne d'Arnouville, les Babadjian, arrivés en France au début du 20^e siècle, après le génocide arménien pour la branche paternelle, après l'incendie de Smyrne (l'actuelle Izmir) pour la branche maternelle. Paru en septembre dernier

aux éditions Sutton, dans la collection *Témoignages et récits*, l'ouvrage a été co-écrit par deux professeurs d'histoire en lycée, passionnés par l'histoire arménienne, Nicole Bourgeois et Marie-Hélène Babadjian, à partir d'archives familiales et de témoignages. Il apporte un nouvel éclairage sur les Arméniens d'Arnouville, et plus généralement sur l'exil.

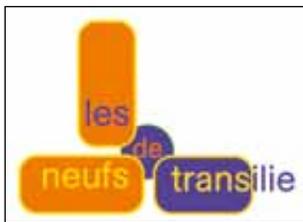
Val de France fête le patrimoine

En septembre dernier, la Mission Mémoires et Identités en Val de France et les bibliothèques intercommunales se sont associées pour proposer

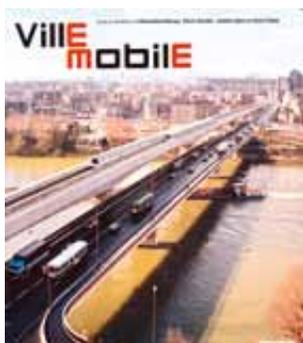


quatre expositions sur l'histoire de notre territoire : *10 ans de la revue Patrimoine en Val de France* à Arnouville, *Artisans d'hier en Val de France* à Garges, *Un siècle d'habitat en Val de France* à Sarcelles, et *Femmes des Trente Glorieuses en Val de France* à Villiers-le-Bel. Des visites commentées ont été organisées pour les Journées du Patrimoine. En complément, le public a pu se procurer les publications traitant de ces sujets.

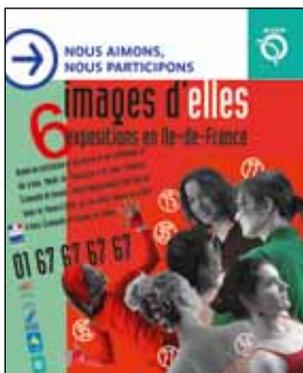
L'invité : les Neufs de Transilie



Logo du réseau.



Publication, 2003.



Programme d'expositions, 2006.



Colloque à la Courneuve, 2012.

Le réseau des Neufs de Transilie regroupe des structures patrimoniales franciliennes, qui décryptent les réalités complexes et contrastées de l'Ile-de-France au cœur de ses territoires. Rencontre avec Alexandre Delarge, directeur de l'Ecomusée du Val de Bièvre et initiateur de ce réseau.

Patrimoine en Val-de-France : comment sont nés les Neufs de Transilie et qui sont-ils ?

Alexandre Delarge : Ce réseau informel s'est créé aux débuts des années 2000. Avec l'Ecomusée de Saint-Quentin-en-Yvelines, nous avons commencé à réfléchir sur des thèmes communs et à fédérer autour de nous des structures qui partagent notre conception du musée. Celles-ci ont en commun un ancrage dans une réalité géographique et sociale spécifique – celle de la banlieue et de la grande banlieue –, une approche locale ethnologique et sociologique, et un travail de proximité avec les populations locales, sur des thèmes qui font écho à leurs expériences de vie : habitat, mobilité, urbanisme, travail, loisirs, éducation... Leurs actions privilégient les enquêtes de terrain, les entretiens et la participation active des habitants, en tant qu'acteurs de la constitution du patrimoine et de la mémoire de leur banlieue. Aujourd'hui, les Neufs sont quatorze*. Ce ne sont pas uniquement des musées, mais aussi des structures patrimoniales de diverses natures. D'ailleurs la Mission Mémoires et Identités en Val de France a rejoint le réseau cette année.

PVDF : quels ont été vos premiers projets ?

A.D. : En 2003, nous avons organisé dans plusieurs villes d'Ile-de-France *Bouge la ville bouge*, une série d'expositions autour de la question de la mobilité, suivie de la publication d'un ouvrage intitulé *Ville mobile*. L'objectif était de montrer les répercussions de la culture du déplacement dans toutes les grandes questions de société franci-

liennes : aménagement du territoire, sociabilité, loisirs, identité... En 2006, le projet *Paroles et images d'elles* s'est intéressé aux femmes et aux représentations sociales du féminin dans le quotidien. Nous avons ensuite choisi un sujet moins conceptuel : le vêtement. Mais en raison de plusieurs désistements, ce projet a dû être abandonné.

PVDF : et par la suite ?

A.D. : Nous avons entamé une réflexion sur nos métiers, et initié des rencontres et des journées d'études à destination des professionnels de la culture, des médiateurs, des chercheurs, des urbanistes et des élus. Dans un premier temps, en 2011, nous avons co-organisé avec la Région Ile-de-France – partenaire de notre réseau avec la DRAC – un colloque, *Ces patrimoines qui font territoire*. Nous avons apporté à l'approche institutionnelle nos éclairages. En 2012, notre rencontre, qui s'est déroulée à La Courneuve, a porté sur la médiation du patrimoine.

PVDF : quel sera le thème de votre prochaine journée d'études ?

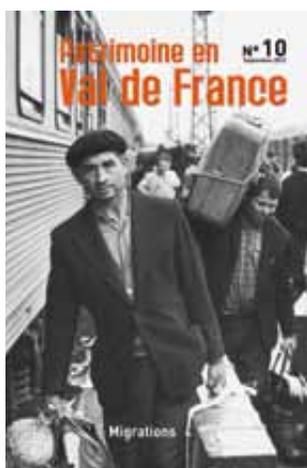
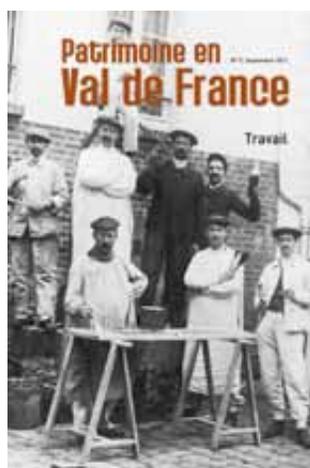
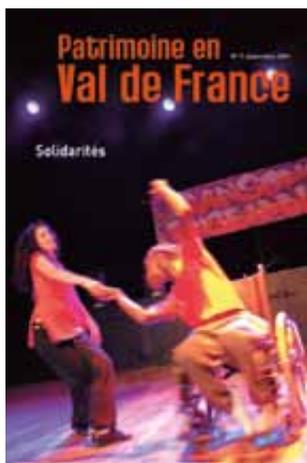
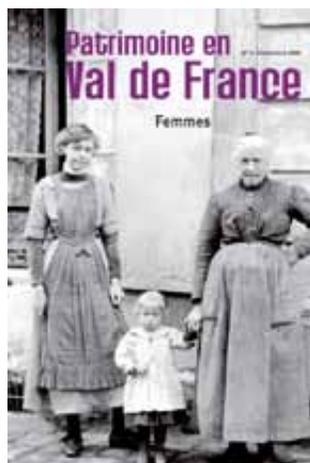
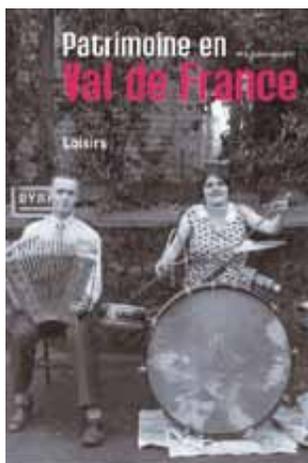
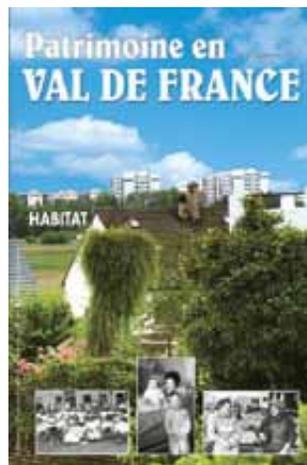
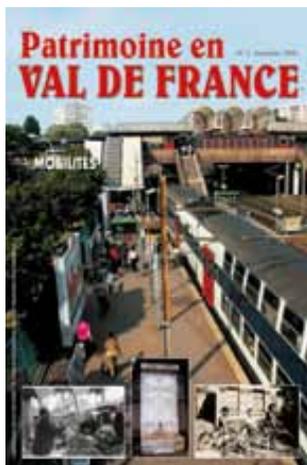
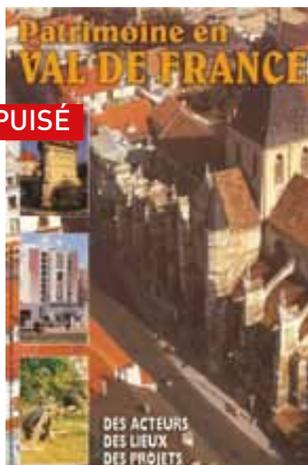
A.D. : Cette année, les Neufs de Transilie vont s'intéresser à la question des collections, en fonction des spécificités de chacun, et selon trois axes qui nous semblent essentiels : la communication, la transmission et le lien social. C'est une question importante au moment où nombre de musées sont mobilisés par le récolement décennal de leurs collections. En France, le musée est d'abord perçu comme une collection, c'est d'ailleurs sa définition officielle. Selon nous, le musée est avant tout un espace public, et l'objet vaut par l'histoire qu'il raconte. Cette journée d'études se déroulera en novembre 2013 au Musée d'histoire urbaine et sociale (MUS) de Suresnes, installé depuis peu dans l'ancienne gare de Suresnes-Longchamp, qui met à l'honneur Henri Sellier, ancien maire de la ville et initiateur du concept de cités-jardins.

(propos recueillis par Sophie Jobez)

*Musée de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (75), Ecomusée de Savigny-le-Temple (77), Musée départemental de la Seine-et-Marne (77), Musée de la ville de Saint-Quentin-en-Yvelines (78) Maison de banlieue et de l'architecture (91), Musée français de la photographie (91), Musée intercommunal d'Etampes (91), Musée d'histoire urbaine et sociale de Suresnes (92), Unité Patrimoine Arts visuels, ville de la Courneuve (93), Musée de l'histoire vivante de Montreuil (93), Ecomusée du Val de Bièvre (94), Atelier de Restitution du Patrimoine et de l'Ethnologie du Val-d'Oise (95), Mission Mémoires et Identités en Val de France (95), Musée de l'éducation du Val-d'Oise (95).

Les éditions de la Mission Mémoires et Identités en Val de France

Revue Patrimoine
en Val de France



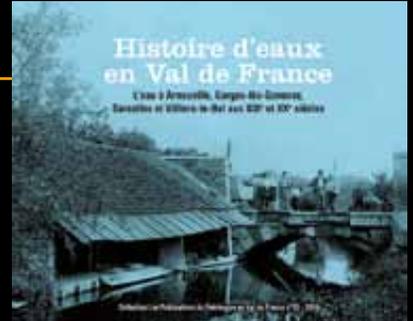
La revue *Patrimoine en Val de France* est diffusée gratuitement, comme tous les ouvrages de la collection «Publication du patrimoine en Val de France», dans la limite des stocks disponibles. Les publications sont à demander à la Communauté d'agglomération Val de France (service Culture et Sports), par courrier (Communauté d'agglomération, 1, Bd Carnot 95400 Villiers-le-Bel), sur Internet (www.agglovaldefrance.fr) ou par téléphone (01 34 04 20 32).

Les éditions de la Mission Mémoires et Identités en Val de France

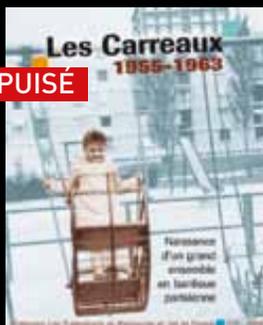
ÉPUISÉ



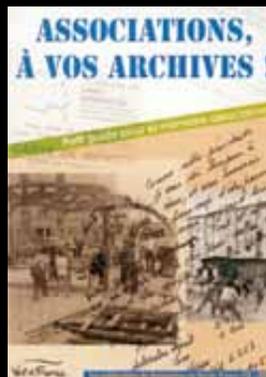
Collection
«Les publications
du Patrimoine en Val
de France»



ÉPUISÉ



ÉPUISÉ



Sur Internet



Guide des sources pour l'étude des grands ensembles. Garges-lès-Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel, 1950-1980.



Répertoire localisé des références bibliographiques sur les villes de Val de France.



Catalogue de ressources documentaires sur le Grand Ensemble de Sarcelles 1954-1976.



Répertoire des acteurs et des ressources Mémoires, Identités et Patrimoine dans les communes de Val de France.